

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DES

Lieux de dépôts d'objets précieux dans l'Antiquité

ET DE LA

Location des Coffres-Forts

A ROME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

Lucien MICHALON

LAURÉAT AU CONCOURS DE DROIT ROMAIN EN 1906

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. 🌿, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur honoraire.

FLURER, I. 🌿, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. 🌿, professeur de Droit commercial.

PIC, I. 🌿, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSEMAND, I. 🌿, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. 🌿, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. 🌿, professeur de Droit romain.

LEVY, I. 🌿, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. 🌿, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. 🌿, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. P. HUVELIN, *professeur*.

Assesseurs : MM. CH. APPLETON, *professeur*.

E. LAMBERT, *professeur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DES

Lieux de dépôts d'objets précieux dans l'Antiquité

ET DE LA

Location des Coffres-Forts

A ROME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PAR

Lucien MICHALON

LAURÉAT AU CONCOURS DE DROIT ROMAIN EN 1906

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE

ET

A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages relatifs à la *Lex horreorum*.

- Esmein.** — *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'Ecole de Rome*, 1886, p. 162-163.
- Gatti.** — *Frammento d'Iscrizione contenente la lex horreorum*. *Bullettino della commissione archeologica comunale di Roma*, t. XIII, 1883, p. 110, et *Mitth. d. röm. Inst.*, 1886, p. 176.
- Girard.** — *Textes de droit romain*, 3^e édit., 1903, p. 812.
- Huelsen.** — *Di una Pittura antica ritrovata sull'Esquilino*. *Mittheilungen des Kaiserlich deutschen Archaeologischen Instituts, Römische Abtheilung*, 1896, p. 223.
- Huvelin.** — *Cours d'épigraphie juridique* (première année de doctorat juridique), professé à la Faculté de droit de Lyon, 1908-1909.
- Schatz.** — *La location des coffres-forts*, thèse pour le doctorat, Université de Paris, 1903.
- Scialoja.** — *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, 1886, p. 127-130.
- Valéry.** — *Traité de la location des coffres-forts*, 1903, notes, p. 12, 13, 46, 56, 68.

II. — Ouvrages auxiliaires.

- Baron.** — *Die Haftung für custodia*. *Archiv für die civilistische Praxis*, 1869, p. 48.
- Beauchet.** — *Histoire du droit privé de la République athénienne*, 1897, p. 336.
- Bockh-Fränkel.** — *Die Staatshausaltung der Athener*, *passim*, 3^e édit., 1886.
- Büchsenbüchschütz.** — *Besitz und Erwerb im griechischen Altertume*, 1869, *passim* et p. 506.
- Caillemer.** — *Le contrat de dépôt, le mandat et la commission*. *Mémoires de l'Académie de Caen*, 1876, p. 508.
- Cuq.** — *Etudes sur les contrats de l'époque de la première dynastie babylonienne*. Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, juillet-août 1910. Paris, 1910, p. 450.

- Delisle.** — *Mémoires sur les opérations financières des Templiers*. Paris, 1889.
- De Ruggiero.** — *Dizionario epigrafico di antichità romane*, V° *Argentarius, Horreum*.
- Guiraud.** — *La propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*, 1893, p. 293.
- Girard.** — *Manuel élémentaire de droit romain*, 4^e édit., 1906.
- Homo.** — *Lexique de topographie romaine*, 1900, V° *Horreum*.
- Kohts.** — *De redivibus templorum graecorum*, 1869, p. 51.
- Mariette.** — *Denderah*, 1875, Texte, p. 222 ; planches, Vol. 5, *Supplément*, pl. E.
- Marquardt et Mommsen.** — *Manuel des antiquités romaines : Le droit public romain*, t. V, p. 337 ; de l'organisation financière chez les Romains, t. X ; Vie privée des Romains, t. II, p. 347 ; t. VII, 1893.
- Partsch.** — *Griechisches Bürgschaftsrecht*, 1909, p. 304.
- Perrot.** — *Le commerce de l'argent et le crédit à Athènes. Mémoires d'archéologie, d'épigraphie et d'histoire*, 1875, p. 337.
- Preller.** — *Regionen Roms*, 1846, p. 104.
- Speck.** — *Handelsgeschichte des Altertums*, 1901, 2^e volume, p. 504.
- Thédenat.** — *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, de Daremberg et Saglio, article au mot *Horreum*.
- Torquebiau.** — *Des dépôts en banque et de la location des coffres-forts*, thèse pour le doctorat, Université de Montpellier, 1902.
- Wiedemann.** — *Herodots zweites Buch*, 1890, p. 445.
-

DES LIEUX DE DÉPÔTS D'OBJETS PRÉCIEUX DANS L'ANTIQUITÉ

ET

DE LA LOCATION DES COFFRES-FORTS

A ROME

INTRODUCTION

Tout le monde, de nos jours, a si bien compris l'utilité et les grands avantages de la location des coffres-forts qu'il est superflu de les commenter ici longuement.

Au ^{xx}^e siècle, l'ancienne maxime « *res mobilis res vilis* » n'a plus aucune raison d'être car, aujourd'hui, l'élément essentiel de beaucoup de patrimoines consiste en valeurs mobilières alors qu'autrefois il consistait en immeubles. Or, si les immeubles se conservent sans grands risques il n'en est pas de même des valeurs mobilières. Ces valeurs, il faut pouvoir les protéger contre les risques de vol et d'incendie de plus en plus fréquents à notre époque. Il faut avoir à sa disposition des locaux fortement construits, scientifiquement aménagés, pour résister à l'audace des malfaiteurs qui perfectionnent

sans cesse leurs procédés. Il faut enfin trouver des individus ou des sociétés qui, moyennant une certaine rétribution, consentiront à prendre à leur charge tous les dangers dont nous venons de parler. Tout cela se rencontre dans le contrat de location de coffres-forts.

« En effet, si, comme le dit M. Valéry (1), sans vouloir réaliser l'économie d'une dépense minime, on loue le compartiment de coffre-fort, dont on veut se servir, dans un établissement sérieux, on obtient ainsi des garanties de toute sorte : garanties matérielles résultant des précautions multiples prises pour mettre les coffres-forts à l'abri de tout danger, tant par leur construction et l'aménagement des locaux où ils sont placés que par la surveillance dont ils sont l'objet ; garanties morales engendrées par l'honorabilité et la solvabilité des sociétés qui exploitent ces établissements ».

L'organisation type est la suivante : un individu ou une maison de banque met à la disposition du public des locaux disposés de façon à pouvoir résister aux incendies, aux inondations et aux tentatives de vol. Dans ces locaux sont placés des coffres-forts qui sont divisés en plusieurs compartiments ; chacun de ces compartiments peut être loué séparément, il a une porte et un mode de fermeture distincts. Le titulaire d'un coffre-fort ou d'un compartiment en détient la clef, il peut faire de son coffre-fort tel usage qui lui convient,

(1) *Traité de la location des coffres-forts*, 1903, p. 133.

y mettre ses valeurs, ses bijoux, ses papiers de famille, ses manuscrits, sa correspondance, en un mot tout ce qu'il a de précieux ; il est chez lui aussi bien que le locataire d'un appartement est chez lui quand il en possède la clef.

Le bailleur de ces coffres-forts devra donc mettre le locataire en possession du coffre-fort qu'il a loué, lui permettre d'en jouir à sa volonté, c'est-à-dire lui permettre d'accéder librement à son coffre, d'en retirer, quand il voudra, les objets qu'il y aura déposés, enfin le protéger contre les risques d'incendie, d'inondation et de vol.

De son côté, le locataire devra payer le prix de location du coffre-fort, rendre la clef quand son bail sera fini, user du coffre en bon père de famille et conformément à la convention.

Cette institution si intéressante, qui se rencontre actuellement dans tous les pays civilisés, existe-t-elle depuis bien longtemps ? C'est en 1861, aux États-Unis, qu'elle fonctionna pour la première fois dans la « Safe Deposit Company of New-York » (1). Du moins on le crut, car on était loin de se douter qu'on ne faisait que remettre en pratique une institution que les Romains avaient connue parfaitement, comme nous le démontrera l'étude détaillée que nous ferons plus loin de la *lex horreorum Caesaris*.

Ces résurrections d'institutions qui, pendant de longs

(1) Cpr. Albert Schatz, *La location des coffres-forts*, 1903, Paris, p. 16, 17.

siècles, demeurent dans un oubli absolu, et qui, tout d'un coup, reparaissent, sont curieuses et pleines d'intérêt. Elles nous font voir, dans notre temps de progrès continuels et alors que nous croyons atteindre à une période de développement et de civilisation encore inconnus, que vingt siècles avant nous, le peuple romain, lui aussi, connaissait une vie agissante et de progrès incessants.

Avant d'étudier la location des coffres-forts à Rome, nous allons nous occuper, dans un premier chapitre, des dépôts d'objets précieux pratiqués dans l'antiquité.

Nous diviserons ce chapitre en trois sections où nous examinerons assez brièvement :

- 1° Les dépôts dans les temples.
- 2° Les dépôts faits chez les banquiers.
- 3° Les dépôts effectués dans les *horrea* romains.

CHAPITRE PREMIER

DES LIEUX DE DÉPÔTS D'OBJETS PRÉCIEUX DANS L'ANTIQUITÉ.

SECTION PREMIÈRE. — Dépôts dans les temples

Si les Romains ont pratiqué la location des coffres-forts, ils ont connu également, comme d'ailleurs plusieurs peuples avant eux, d'autres procédés pour conserver leur argent et leurs objets précieux. On peut dire, en effet, qu'à toutes les époques, les hommes, soucieux de mettre en sûreté les biens auxquels ils tenaient le plus, ont pensé à les cacher dans des retraites inviolables ou à les entasser dans des locaux solidement construits et bien gardés.

Dans l'antiquité, les temples des dieux ont été les premiers lieux de dépôts. Ils étaient des *asyles*, des enceintes inviolables, non seulement pour les coupables, qui s'y réfugiaient, mais aussi pour les objets que l'on venait y confier à la divinité. Il en a été ainsi en Chaldée, en Egypte, en Grèce, à Rome et chez nous au moyen-âge (1).

(1) Sur les dépôts dans les temples, voir : Böckh, *die Staatshaushaltung der Athener*, 1886, 3^e éd., p. 195 et s. ; Speck, *Handelsgeschichte des Altertums*, II, 1901, p. 504 et suiv. ; Beauchet, *Histoire du droit*

1° *En Chaldée*, les particuliers avaient l'habitude de déposer leur argent ou leurs denrées dans des banques ou dans des entrepôts privés. Les Chaldéens, il nous semble, ne devaient pas moins choisir les temples pour y déposer leur argent et leurs objets précieux à cause de leur inviolabilité. Il est même probable que le dépôt dans les temples de la Chaldée a dû précéder celui fait dans les banques. Les temples chaldéens possédaient des comptoirs et entrepôts qui étaient affectés aux recettes et aux paiements, aussi bien en numéraire qu'en nature. Ces temples devaient donc avoir des endroits sûrs pour y placer leurs propres richesses, qui étaient fort importantes (1), et celles des particuliers.

2° *En Egypte*, des trésors importants et de grandes quantités d'objets précieux étaient renfermés dans les temples qui étaient remplis, à cet effet, de cachettes bien fermées. A Médinet-Abou subsiste la maison du trésor que Rhamsès III fit construire pour le temple : c'est un bâtiment sans fenêtres se trouvant dans l'intérieur du temple ; au milieu se trouve un corridor et, à droite et à gauche de ce corridor, deux chambres. Les

privé de la République athénienne, 1897, p. 336 et suiv. ; Perrot, *Le commerce de l'argent et le crédit à Athènes*, 1875 ; Maspéro, *Contes populaires de l'Egypte ancienne*, 1882 ; Mariette-Bey, *Denderah, description générale du grand temple de cette ville*, 1875.

(1) Dans le recueil de Kohler et Ungnad, *Hammurabi's Gesetz*, 1909-1910, t. III et IV, 189, nous voyons mentionné le trésor du temple de Shamash à Sippar ; dans le même recueil, 835, on nous parle de l'argent du dieu Shamash. Voir aussi *Code de Hammourabi*, 8 et 32.

objets de grandes dimensions étaient placés sur de longues tables de pierre tandis que les objets les plus précieux étaient entassés dans des cachettes situées en dessous du bâtiment. Un pareil bâtiment fut élevé à Memphis pour conserver des trésors.

Le conte de Rhampsinite, que nous rapporte Hérodote au livre II de ses Histoires (1), nous prouve l'habitude et le soin qu'avaient les Egyptiens de construire des bâtiments solides et impénétrables pour y déposer leurs trésors. Ce roi Rhampsinite, au dire de Diodore (2), fut très avare et ne fit rien en l'honneur des dieux et des hommes ; mais il s'amassa un trésor, tant en or qu'en argent, qu'on évalua à quatre cent mille talents. Pour mettre ces richesses en sûreté, il fit construire un bâtiment en pierre dont un des murs s'adosait à la partie extérieure du palais. Mais l'architecte qui construisit ce bâtiment, voulant enrichir ses fils après sa mort, usa du stratagème suivant : pour fermer la chambre du trésor il employa, comme cela se faisait d'habitude, de grosses pierres ; toutefois il disposa une de celles-ci de telle sorte qu'elle pouvait être détachée facilement par deux hommes et même par un seul. Sentant sa fin prochaine, cet architecte fit appeler ses fils et leur expliqua clairement le mécanisme de la pierre mobile. Les fils, aussitôt leur père mort, se mirent à

(1) Ch. CXXI ; voir aussi Alfred Wiedemann, *Herodots zweites Buch*, 1890, p. 445.

(2) I, 62.

l'œuvre sans retard, se rendirent la nuit au palais, trouvèrent la pierre fermant la chambre du trésor, la déplacèrent sans peine et emportèrent une grande quantité d'argent. On voit par ce conte que le roi Rhampsinite avait eu soin de faire construire pour y cacher ses trésors un bâtiment qui ne s'ouvrait que du côté de son palais et dans lequel il croyait pouvoir seul entrer, mais il n'avait pas prévu l'astuce de son architecte.

C'est surtout grâce aux cachettes découvertes dans le temple de Dendérah (1) que nous pouvons nous rendre compte de l'importance des trésors qui pouvaient être accumulés dans les temples égyptiens. Dans ce temple il y avait douze cryptes ou cachettes qui sont encore bien conservées ; six de ces cryptes sont souterraines, les six autres sont placées dans l'épaisseur des murs de la partie postérieure du temple. Ces cryptes étaient plongées dans les ténèbres ; pas de fenêtres ni de portes ; on y pénétrait par des trous aussitôt rebouchés pratiqués dans une des parois. Des précautions infinies (2) étaient prises pour garder secrète l'entrée de ces cachettes non seulement aux étrangers qui venaient visiter le temple, mais aussi à la plupart des serviteurs du temple. Les prêtres étaient seuls à connaître (3) le moyen

(1) Voir Mariette-Bey, *ouv. cité*, p. 222 et suiv.

(2) Voir dans Mariette, *ouvr. cité*, t. III, planches 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et t. V, *Supplément*, la planche E qui nous indique ces précautions prises ; c'est ainsi que pour entrer dans la crypte n° 2 il fallait passer par la chambre V du temple ; on voit aussi dans cette planche les pierres qui fermaient les cryptes.

(3) C'est ce que nous disent les inscriptions contenues dans les

d'entrer dans ces cryptes ; ils se trouvaient par conséquent dans la même situation que l'architecte de Rhampsinite et que ses fils. Ces cryptes étaient formées par des pierres analogues aux autres pierres de la muraille ; il suffisait aux prêtres du temple de savoir lever une de ces pierres, que personne ne pouvait voir, de s'engager ensuite dans un couloir, circulant dans la paroi, pour arriver au lieu où était le trésor. Après avoir déposé ou enlevé ce qu'ils désiraient, ils remplaçaient la pierre dans sa position primitive et aucune trace ne subsistait de leur passage.

A quoi servaient ces cryptes ? Elles contenaient des statues de dieux et de déesses, des métaux et des objets précieux appartenant au temple. Mais ne peut-on pas supposer que des trésors profanes étaient aussi entassés dans ces cryptes ? S'il n'y avait eu dans ces cryptes que des statues de dieux et de déesses, il n'y aurait pas eu besoin de tant de précautions pour en dissimuler l'entrée ; la seule crainte des dieux aurait suffi pour que personne ne vienne voler ces statues. Ces précautions s'expliquent très bien au contraire si, avec ces statues, se trouvaient des métaux précieux enfermés dans les cryptes et appartenant aux prêtres.

On sait qu'en Egypte, la caste sacerdotale, dont les principales fonctions étaient remplies par des princes

cryptes : on lit dans la crypte n° 3 : « quand on cherche la place des portes, personne ne la trouve, excepté les prophètes de la déesse » (III, 30, lig. 16 et 17).

de la famille royale, composait la partie la plus instruite et la plus riche de la nation. Les prêtres étaient les maîtres du pays, possédaient les deux tiers du sol ; ils disposaient donc ainsi de l'opinion et des ressources matérielles. Pourquoi alors ne pas admettre que ces prêtres, pour mettre complètement à l'abri leurs richesses, leurs objets les plus précieux, ainsi peut-être que ceux de leurs parents, de leurs amis, les aient accumulés dans les cryptes du temple où personne ne pouvait aller les prendre ? Ce qui prouverait un peu notre hypothèse, ce sont les dommages qu'a subis une de ces cachettes (la cachette n° 1) de la part des chercheurs de trésors, qui, à une époque qu'on ne peut fixer ont, en plusieurs endroits, remué profondément le sol, perforé les parois, croyant y découvrir de l'or et de l'argent (1).

3° *En Grèce*, les dépôts dans les temples étaient très fréquents. Les conditions de ces dépôts différaient selon les lieux et les circonstances : parfois ils étaient exigibles à la volonté du déposant, d'autres fois ils étaient consentis pour un nombre déterminé d'années. La restitution des choses déposées était assurée non seulement par l'inviolabilité des temples, mais encore par leurs grandes richesses, par leurs trésors qui, dans les principaux, atteignaient un très gros chiffre. Les biens des temples consistaient en argent comptant, maisons, forêts,

(1) Cette opinion que nous osons émettre, sera reprise et développée, nous l'espérons, par de savants égyptologues, car, à notre connaissance, elle n'a jamais encore été envisagée.

pâturages, terres arables, vignes, plantations. Strabon (1) nous parle d'une lagune appartenant à une divinité. Le trésor des temples était formé d'abord des objets précieux de toute espèce : statues, cratères, flacons, coupes en bronze, en argent, en or, donnés aux dieux par les fidèles reconnaissants, et ensuite des sommes considérables, soit en bijoux de toute sorte, soit en lingots ou en monnaies, que des Etats, des princes, des nobles, de simples citoyens remettaient, à titre de dépôts, aux gardiens du sanctuaire.

Ceux-là, en effet, déposaient dans les temples, qui se préoccupaient surtout de la sécurité du dépôt plutôt que du gain qu'ils pouvaient en retirer ; car, à la différence des banques, les temples ne versaient pas d'intérêts aux déposants, et de plus, les temples ne faisaient jamais faillite comme cela arrivait aux banquiers (2). Les temples étaient les saintes banques (3) dont la plus célèbre fut le temple d'Apollon à Délos. Ce temple, en dehors des prêts d'argent aux villes et aux particuliers, exploitait l'affermage des terres et la location des maisons. Les temples d'Artémis à Ephèse (4), d'Apollon à Delphes, de Junon à Samos contenaient de nombreux

(1) XIV, 642.

(2) Démosthène, *c. Timoth.*, 68.

(3) *Die Tempel waren heilige Banken*, dit M. Speck, *ouv. cité*, p. 505.

(4) Voir un curieux passage de Dion Chrysostome, XXXI, 54 sur les dépôts dans les temples : « πολλὰ χρηματα παρ' αὐτοῖς ἐστι, τὰ μὲν ἰδιοτῶν ἀποκείμενα ἐν τῷ νεῷ τῆς Ἀρτεμίδος etc.

dépôts d'argent qu'y avaient faits non seulement les habitants du pays mais des étrangers. C'est ainsi que l'Athénien Clisthène avait déposé la dot qu'il voulait donner à sa fille dans le temple de Junon à Samos. Le Spartiate Lysandre (1) déposa deux talents dans le temple de Delphes. Alexandre le Grand déposa une somme d'argent dans un temple de Soles en Cilicie. Le trésor de guerre de la ligue maritime athénienne fut confié d'abord au temple d'Apollon à Délos, puis plus tard au temple de Minerve. Au commencement de la guerre du Péloponèse, les sanctuaires de l'Attique contenaient cinq cents talents d'objets précieux déposés ou donnés (2).

Il s'agissait dans tous ces cas de dépôts irréguliers. Le déposant ne demandait pas habituellement la restitution en nature : comme dans le *mutuum* il avait en vue *tantumdem non idem*.

Les administrateurs des temples ne gardaient pas improductives toutes ces sommes d'argent qui s'accumulaient dans leurs coffres ; ils s'en servaient pour faire des prêts à des particuliers et à des cités à un taux très faible, mais offrant beaucoup de garanties, et ils étaient autrement désintéressés que les vulgaires trapézites (3). Précisément parce qu'ils prêtaient à un taux

(1) Plutarque, *Lysandre*. C. 18, 4.

(2) Beloch, *Griechische Geschichte*, I, p. 409 et 595.

(3) M. Kohts, auteur d'une dissertation *De reditibus templorum graecorum* publiée à Göttingen en 1869, rappelle les nombreux dépôts que les particuliers faisaient de leurs capitaux dans les temples

modéré (Rangabé a publié une inscription dans laquelle l'intérêt est seulement de 1.20 0/0 par an !), ils avaient le choix des emprunteurs et n'admettaient que des contractants parfaitement solvables. Sans aller jusqu'à dire que tous les prêts étaient garantis par une hypothèque, on peut soutenir que toute opération aléatoire était interdite. Le prêt à la grosse aventure, qui expose à des risques le bailleur de fonds, en compensation de certains avantages, n'était pas même autorisé.

Nous avons de nombreux exemples d'emprunts consentis par des temples. C'est ainsi que le Lydien Alyatte fait un emprunt au temple d'Ephèse. Les Alkméonides doivent, pour subvenir aux frais de la guerre contre Hippias, contracter un emprunt au temple de Delphes. Les Amphictyons prêtent à l'Athénien Clisthène, sur le trésor de Delphes, l'argent nécessaire pour ses entreprises contre les tyrans (1). Le temple de Délos en 377 avait contre des Etats et des particuliers des créances jusqu'à concurrence de quarante-sept talents. En 342, avant sa déclaration de guerre contre Athènes, les Corinthiens conseillent à Sparte de faire un emprunt aux temples de Delphes et d'Olympie pour pouvoir équiper une flotte capable de se mesurer avec la flotte athénienne.

(Thucydide, I, 96, VI, 6, VI, 20 ; Hérodote, I, 52) et se borne à ajouter p. 51 : *Valde vere simile est eis (pecuniis) usos fuisse sacerdotes, atque ita eos templorum opes auxisse*. Il verrait un de ces prêts faits par les temples dans l'inscription publiée dans le *Corpus* de Böckh sous le n° 1571.

(1) Isocrate, *De l'échange*, § 232 ; Démosthène c. *Midias*, 144.

Les Grecs ne déposaient pas seulement de l'argent et des objets précieux dans les temples des dieux mais aussi leurs titres de propriété. C'est ainsi qu'à Ephèse des procès-verbaux de partage sont « déposés par les soins des néopes dans les archives du temple d'Artémis » (1). Dans le temple d'Héra on dépose le contrat de prêt passé entre la ville d'Arkésinoé et Alexandre (2). Chœrophanès (3) s'engage envers la cité d'Erétrie à dessécher le marais de Ptechae et il est convenu que le contrat « sera gravé sur une stèle de marbre où l'on insérera les engagements, le serment et tout le reste et que l'on placera dans le temple d'Apollon Daphnéphoros ».

4° *A Rome*, le dépôt dans les temples a été pratiqué comme nous le prouvent plusieurs passages du Digeste (4). Mais il faut remarquer que le très ancien droit romain ne connaissait pas le dépôt dans les temples pour réaliser les offres réelles. Le débiteur, après avoir mis le créancier en demeure, pouvait jeter la chose due (5). Dans la suite, par imitation de ce qui se faisait en Grèce, le dépôt dans les temples fut admis : *sed hoc constat, ut ante litem contestatam praeses jubeat*

(1) Dareste, *Inscriptions juridiques grecques*, V, 1. 24.

(2) *Idem*, XV, B, 1. 52.

(3) *Idem*, IX, 1. 43.

(4) Dig., III, 3, 73 ; IV, 4, 7 § 2 ; XXII, 1, 7 ; XXVI, 7, 28 § 1 *in fine*.

(5) Ulpien, Dig., XVIII, 6, *De peric.*, 1, 3 : *licet autem venditori vel effundere vinum, si diem ad metiendum praestituit nec intra diem admensum est*.

in aede sacrâ pecuniam deponi : hoc enim fit et in popularibus pecuniis (1). L'usage est grec comme le prouvent plusieurs passages des lettres de Cicéron (2) : *Graecis querentibus, et, ut in fano deponerent, postulantibus, non concessi*.

Dans le temple de Castor et Pollux, situé au milieu du Forum, on déposait les traités, les testaments, les pactes de toute sorte, les objets précieux et l'argent monnayé :

*Si spectes, quanto capitis discrimine constant,
Incrementa domus, aerata multus in arca
Fiscus et ad vigilem ponendi Castora nummi,
Ex quo Mars Ultor galeam quoque perdidit et res
Non potuit servare suas* (3).

C'était Mars qui, dans le principe, recevait en dépôt les valeurs de l'Etat et des particuliers ; mais dans la suite on l'abandonna parce qu'il s'était laissé voler non seulement tout ce qui avait été confié à sa garde, mais encore tout ce qu'il possédait lui-même, jusqu'à son casque.

On s'est demandé ce qu'il fallait entendre par les *loricae* qui se trouvaient dans le temple de Castor et dont il nous est parlé dans plusieurs inscriptions et notamment dans celle-ci (4) :

(1) Dig., III, 3, 73.

(2) *Ad Atticum*, V, 21, 12 ; *ad Atticum*, VI, 1, 7 ; *ad familiares*, XIII, 56, 3.

(3) Juvénal, *Sat.*, XIV, 260.

(4) *C. I. L.*, VI, 8688 ; VI, 8689.

C. IVLIO
 BASSO
 ÆMILIANO
 ACTORI CÆSARIS
 AD CASTOR. ET AD LORICATA
 AD AVCTORITATEM
 HELIODORVS L. FECIT.

D'après Hirschfeld (1) le mot *loricata* désignerait une statue de César munie d'une cuirasse ; Jordan (1) est du même avis. M. Bernhard Kübler ne trouve pas ces deux opinions vraisemblables. D'après lui les *loricae* désigneraient « des magasins construits de façon à pouvoir résister aux voleurs et au feu », ce seraient des chambres fortes. Le mot *lorica* se trouve dans Vitruve (2), il désigne l'enduit dont une muraille est revêtue : *suprà loricae ex calce et harena inducantur*. Pline (3) l'emploie dans un autre sens, quand il nous dit que la retraite du stellion est *in loricis ostiorum fenestrarumque aut camaris sepulchrisve*. Paul (4) range parmi les impenses voluptuaires les *incrustationes, loricationes, picturae*. Varron (5) nous fait observer qu'on avait soin de conserver le blé dans des greniers bien à l'abri de l'humidité, pour

(1) Voir dans *Zeitschrift der Savignystiftung*. Rom. Abth. XIV, 1893, p. 77 : Bernhard Kübler, *der Process des Quinctius und C. Aquilius Gallus*.

(2) 7, 1, 9 ; 7, 9, 4.

(3) 30, 89.

(4) Dig., L. 16, 79 § 2.

(5) 1, 57, 1.

cela il devait y avoir *parietes et solum opere tectorio marmorato loricandi*. M. Kübler a bien soin de nous faire remarquer que toutes ces citations prouvent en faveur de son opinion et il ajoute : « une *loricata domus* sera une maison particulièrement bien protégée ; par *loricatio* on peut entendre un très fort murage ou le grillage d'une fenêtre » (1).

5° Chez nous, au moyen âge, des dépôts nombreux ont été faits dans les édifices religieux à cause de leur inviolabilité. L'usage de déposer dans les églises ce qu'on avait de plus précieux était si répandu qu'un concile de l'année 1253, qui se tint à Saumur, défendit aux abbés, aux prieurs et à tous les autres religieux, de faire des dépôts hors de leurs églises : *Ne quis abbas, prior, vel alia religiosa persona depositum faciant extra suam ecclesiam*. Les abbayes de Saint-Denis, Saint-Victor, Sainte-Geneviève à Paris, de la Cage, des Dunes, de Cluny, de Prémontré, de Ribemont, du Val Notre-Dame reçurent aussi de nombreux dépôts.

Dans les solides demeures des Templiers (2) s'entassèrent également l'argent et les objets précieux. « Les grandes maisons des Templiers, dit M. Léopold Delisle, devaient d'autant mieux inspirer ce sentiment de confiance qu'on les savait construites par d'habiles ingé-

(1) Voir aussi 3 inscriptions rassemblées par Mommsen au *C. I. L.*, VI, 8690-8691-8692.

(2) Léopold Delisle, *Mémoire sur les opérations financières des Templiers*, 1889.

nieurs et gardées par des chevaliers chez qui le caractère religieux s'alliait à une réputation militaire conquise sur les plus célèbres champs de bataille. »

Il en fut ainsi en effet à Paris et à Londres où les rois et les particuliers apportèrent leurs joyaux, leur argent et leurs titres. Pendant plus d'un siècle, le trésor du roi de France fut placé au Temple de Paris. En 1261 le roi d'Angleterre, voyant tous ses barons se révolter contre lui et craignant pour ses biens, envoie les joyaux de la couronne en France à la reine Marguerite qui les enferme dans deux coffres et les met au Temple de Paris où ils y restent dix ans. En 1220 Pierre Sarasin, partant pour le pèlerinage de Saint-Jacques, confie une grande partie de sa fortune au Temple de Paris. Jean sans Terre en 1204 et 1205 dépose au Temple de Londres les insignes et les joyaux de la couronne d'Angleterre. Des commanderies d'un ordre secondaire, comme celles de Saint-Gilles, de Montpellier, de La Rochelle, de Sainte-Vaubourg en Normandie, admirent aussi les dépôts des particuliers. Les Templiers possédaient en même temps des coffres personnels et nominatifs, contenant des objets précieux, de l'argent ; ils acceptaient même des dépôts dans les caisses qui les suivaient en campagne (2) dans les guerres contre les infidèles.

(1) Voir dans Joinville : *Vie de Saint-Louis*, éd. de Wailly pour la Société de l'Histoire de France, p. 134-136.

SECTION II. — Dépôts chez les banquiers.

Les temples n'étaient pas les seuls lieux où les particuliers déposaient leurs biens : les banques servirent aussi de bonne heure à cet usage chez beaucoup de peuples anciens (1).

En Grèce, les dépôts d'argent étaient très fréquents chez les banquiers (2) ; ils leurs servaient, en même temps que leur fortune personnelle, de fonds de roulement.

Non seulement les banquiers grecs recevaient des dépôts d'argent, mais on leur confiait aussi des objets de valeur comme le prouve un passage du discours attribué à Démosthène contre Timothée (3) ; il y est parlé d'un certain Timosthène d'Egilia qui, au moment de partir pour un long voyage sur mer, avait remis en dépôt au banquier Phormion, entre autres objets précieux, deux aiguères ciselées. Dès son retour il vint les réclamer à Phormion.

(1) M. Tincani : « *Banche e banchieri nei papiri e negli ostraka greco-egizii dell'eta romana* » (*Riv. di storia antica*, XI, 1906-1907, p. 279, 2) dit cependant n'avoir pas trouvé trace de semblable usage pour les banquiers égyptiens.

Nous avons des exemples de dépôts irréguliers faits par des particuliers chez des banquiers chaldéens, dépôts d'argent, de denrées ; nous n'avons pas d'exemples de dépôts d'objets précieux, mais il est tout naturel de penser que les banquiers de la Chaldée devaient posséder des locaux pouvant contenir les objets précieux que leurs clients leur confiaient. Voir Rec. de Kohler et Ungnad, cité plus haut, 129, 171, 840.

(2) Büchschütz, *ouvr. cité*, p. 500 et s.

(3) Cet exemple de *παρὰ καταθήκη* se trouve dans *Opera Demosthenis* de Th. Væmelius, p. 626.

Enfin les banquiers athéniens avaient organisé chez eux, à leur façon, ce que nous nommerions de nos jours la garde et le service des titres (1).

Les banquiers grecs servaient un intérêt à leurs déposants : mais ils réalisaient quand même de gros bénéfices, car les intérêts qu'ils leur servaient étaient de beaucoup inférieurs à ceux qu'ils exigeaient de leurs emprunteurs.

M. Lattes (2) a soutenu que les banquiers athéniens ne servaient point d'intérêts aux déposants. Cela nous paraît peu vraisemblable, ce serait contraire à la pratique des banquiers romains : or ce devait être la même chose à Athènes et à Rome (3). Quant au déposant, il pouvait retirer son argent quand il le voulait, comme nous le dit cette annonce en vers d'un banquier, contenue dans l'Anthologie Palatine (4) et attribuée à Théocrite ou à Léonidas, annonce qui nous indique jusqu'où pouvait aller le zèle des banquiers de cette époque :

Ἀλλοὶ καὶ ἑνὶ σκευῇ σου νομὴ δῶκε πρῶτα
Θεὸς ἀνελὼ Ψυχῆου πρὸς λόγον ἐρχομένης.
Ἄλλος τις πρὸ φραγνὸν λεγέτω· τὰ δ' ὀθνεῖα Κῆϊκος
Χρήματα καὶ νυκτὸς Βουλόμενοῖς ἀριθμεῖ.

Cette banque prête aux étrangers (5) comme aux

(1) Démosthène, *c. Phormion* : καὶ συγγεγραπὴν εὐθεὴν παρὰ Κίττω τῷ τραπεζίτῃ.

(2) *I Banchieri della Grecia antiqua*, 1868, p. 458.

(3) Caillemet, *ouvr. cité*, p. 349.

(4) *Anth. Pal.*, IX, 435.

(5) Dans une autre traduction on dit : « cette banque distribue les

autres citoyens. Y avez-vous fait un dépôt ? Héliez-le après avoir vérifié vous-même votre compte (1). Un autre banquier invoquera peut-être une mauvaise raison pour différer ses paiements : Kalkos, même la nuit, se litue à tout réclamant l'argent qu'on lui a prêté (2).

Une autre inscription, trouvée à Priène (3), est plus énigmatique :

Εν ἐγγυρίᾳ τοῦ ποδάρτου

ἀνδρὸς ἀνδρὸς

D'après M. J. Hatzfeld (4), la pierre « servait de linteau à la porte de la boutique d'un banquier qui recevait les dépôts d'argent mais sans servir de cautionnement ». Pour M. Joseph Partsch (5), nous sommes en présence d'un écriteau placé sur la boutique d'un marchand quelconque qui refuse toute garantie pour les choses déposées.

Dans une troisième version on traduit Ε- non pas par « moyennant, à la condition de », mais par « en vue de » et on dit : « je ne conserve pour personne rien qui soit donné en garantie » (donné par un contractant mêmes intérêts aux étrangers et aux citoyens ». D'après nous, il y a ici dans notre texte une application générale de l'ἑγγυριον. Voir à ce sujet R. Hirzel, *Themis. Duke und Verwandtes*, p. 243, 1.

(1) Τῶπος, 'calculus' petit caillon, jeton, marque qu'on plaçait sur l'ἀβαξ, ἄβαξ l'abaque, sorte de table à calcul consistant en une petite planche où se trouvaient tracées des divisions qui séparaient les différents ordres d'unités. Voir *Dictionnaire Dar. et Saglio*, pour la manière dont on se servait de l'abaque, au mot *abacus*.

(2) *Inscr. v. Priene*, n° 315, éd. Hiller v. Gaertringen (1906.).

(3) *Revue de philologie*, 1907, p. 84.

(4) *Griechisches Bürgerrecht*, 1909, chap. 5, p. 310 et s.

à un autre contractant). Le banquier voudrait dire par là qu'il ne se charge pas de recevoir en dépôt des cautionnements.

Cette dernière opinion est invraisemblable et trop compliquée. D'après nous *φυλαττω* signifie que le banquier, en conservant, en gardant les objets dont il s'agit, rend un service au déposant et alors celui-ci serait mal venu à réclamer de lui une sûreté, une garantie. La meilleure traduction pour nous est donc celle-ci (1) : « je garde votre argent mais je ne vous donnerai pas de sûreté ».

A Rome, les banquiers recevaient couramment en dépôt l'argent, les objets précieux. Plaute fait souvent allusion à cette habitude :

Subducam ratiunculam

Quantilam argenti mihi apud argentarium siet (2).

De même dans *Curculio* (3) :

Argentum dedisti tu ? inquam, immo apud trapezitam situm est.

Les banquiers romains recevaient des dépôts réguliers et des dépôts irréguliers, comme nous le prouvent plusieurs textes du Digeste (4), et notamment celui-ci

(1) En latin, on dirait, il nous semble : *salvum fore non custodio nemini nihil.*

(2) *Capt.*, sc. 1.

(3) *Curc.*, 2, 3, 66 ; 3, 1, 66 ; 5, 3, 3 et suiv.

(4) XXXXII, 1, 15, 11 ; XVI, 3, 8 : *quod privilegium exercetur non in ea tantum quantitate, quae in bonis argentarii, ex pecunia deposita reperta est, sed in omnibus fraudatoris facultatibus : idque propter necessarium usum argentariorum ex utilitate publica receptum est. Plane*

où la différence est bien marquée entre les dépôts avec intérêts payés par les banquiers et les dépôts sans intérêts (1) : *quotiens foro cedunt nummularii, solet primo loco ratio haberi depositariorum, hoc est, eorum qui depositas pecunias habuerunt, non quas fœnore apud nummularios, vel cum nummulariis, vel per ipsos exercebant : et ante privilegia igitur, si bona venierint, depositariorum ratio habetur : dummodo eorum, qui vel postea usuras acceperunt ratio non habeatur, quasi renuntiaverint deposito.*

On le voit, ceux qui auront déposé leur argent sans recevoir d'intérêts, au cas où les biens du banquier seront mis en vente, seront payés sur le prix, même avant les créanciers privilégiés.

S'il s'agissait d'un dépôt régulier, l'*argentarius* ne pouvait pas disposer de la somme ou de la chose déposée, sinon le déposant avait contre lui l'*actio furti*, mais le déposant avait pour lui les risques, le banquier répondait seulement de son dol (2).

Si, au contraire, il y avait eu dépôt irrégulier, l'*argentarius* pouvait se servir de la somme selon les besoins de son commerce et plus tard il devait rendre non pas les mêmes *nummos*, mais la même valeur.

Les banquiers romains sont même allés plus loin,

sumptus causa, qui necessarie factus est, semper praecedat : nam deducto eo, bonorum calculus subduci solet.

(1) XVI, 3, 7 § 2.

(2) *Institutes*, III, 14, 3.

croyons-nous. Nous avons un passage d'Ulpien qui est assez mystérieux (1) : *Praeterea pecuniam quoque depositam nomine condemnati vel in arcam reclusam solent (argentarii) capere ut judicato satisfiat.*

Comme le dit M. Valéry : « en présence de ce texte, il est permis de se demander si les banquiers d'alors, les *argentarii*, ne mettaient pas également des coffres-forts, *arcae*, à la disposition de leurs clients (2).

SECTION III. — Des Horrea et des dépôts qui y étaient effectués.

Il existait à Rome trois catégories d'*horrea* ou magasins :

1° Les *horrea privata*, appartenant à des particuliers et destinés à leur usage spécial.

2° Les *horrea publica*, appelés aussi *horrea fiscalia*, destinés au service de l'Annone et aux autres services de l'Etat.

3° Les *horrea publica* destinés à être loués aux particuliers.

1° Il nous est parlé des *horrea privata* dans une inscription (3) que nous verrons plus loin et qui a aidé à reconstituer une partie du titre de la *lex horreorum*. Cet *horreum privatum* était la propriété de Quintus

(1) Dig., XLII, 4, 15, § 12.

(2) *Ouv. cité*, p. 13.

(3) *Textes* de M. Girard, p. 813.

Tineus Sacerdos. Nous savons de plus, grâce aux épitaphes de leurs esclaves *horrearii*, que les *Statilii* (1), les *Volusii* (2) avaient des *horrea privata*. Ils n'avaient aucune ressemblance avec nos greniers modernes qui nous servent de lieux de débarras ; comme le dit M. Henry Thédénat (3) : « ils correspondaient à ce que nous appelons aujourd'hui des galeries ». Les Romains y rangeaient des tableaux, des statues, de l'argent également. C'est ainsi qu'Apulée (4) nous cite un riche citoyen de Platée, nommé Démocharès, qui avait dans son *horreum* une grande quantité d'argent.

Les Romains avaient non seulement à leur disposition des *horrea privata* mais aussi de magnifiques et solides coffres-forts. L'un d'eux a été découvert à Pompéi (5) dans une maison de la voie de Stabies. Ce coffre-fort consiste en une caisse de un mètre de longueur sur 0 m. 50 en hauteur et en profondeur, garnie de lames de fer et ornée de feuillages et de bas-reliefs en bronze assez bien conservés sur la face antérieure. Dans un encadrement en feuilles de lierre on aperçoit six figures : une tête d'homme, deux bustes de femmes, deux génies ailés et une tête de chien menaçante. La tête d'homme et les deux bustes de femme représentent

(1) *C. I. L.*, VI, 6292.

(2) *C. I. L.*, VI, 6293.

(3) *Dictionnaire* Daremberg et Saglio : *Horreum*.

(4) *Métam.*, V, 2.

(5) Henry Thédénat, *Pompei, vie privée*.

peut-être les propriétaires du coffre-fort, quant à la tête de chien elle symbolise la vigilance et la fidélité.

A Rome, par conséquent, on ornait les coffres-forts particuliers de portraits et de sculptures, et si nous avons donné ces détails, c'est que, comme nous le verrons plus loin, M. Joseph Gatti a prétendu qu'on ornait aussi les coffres-forts loués dans les *horrea publica*.

Ces coffres-forts se trouvaient dans l'*atrium* des maisons, car c'était là que le maître de la demeure donnait ses ordres, faisait ses paiements. Dans quelques-uns des coffres découverts à Pompéi on a trouvé de l'argent, des bijoux, de l'argenterie.

2° Sur les *horrea* de la deuxième catégorie, des renseignements nous sont fournis par les auteurs et par les monuments. Le nombre total des magasins publics de Rome (1) dans la première moitié du iv^e siècle était de 291 ; chacun d'eux portait le nom de la personne qui les avait fait construire ou réparer ; on les désignait également par le genre de denrées qu'ils devaient contenir : *horrea candelaria*, *horrea chartaria*, *horrea piperataria*.

C'est C. Gracchus qui, en l'an 631 de Rome (123 av. J.-C.), fit décréter la construction des *horrea publica* ; si l'on en croit un texte de Festus (2), ces premiers

(1) *Manuel des antiquités romaines*, de Marquardt et Mommsen, t. X, de l'organisation financière chez les Romains, et t. VII, Vie privée des Romains, par J. Marquardt.

(2) *C. I. L.*, XIV, 4190, édit. Muller, p. 290 b, col. 12, 11 : *Sempronia horrea, qui locus dicitur, in eo fuerunt (horrea) lege Gracchi ad*

magasins se nommaient *horrea Sempronia*. Ces grands magasins, à cette époque, devaient faire absolument besoin, car en 631, nous sommes loin du temps où les premiers habitants du Latium retiraient de leurs champs les provisions alimentaires qui leur étaient nécessaires et les conservaient dans leurs demeures. Et de même qu'aux origines de Rome, chaque famille apportait un grand soin à recueillir sa propre moisson, de même plus tard l'Etat dut amasser de grandes quantités de blé, d'huile pour les distribuer au peuple. L'empire romain, alors si étendu, eut besoin pour ses habitants de nombreux et vastes magasins destinés à recevoir tous les approvisionnements. Quand on réfléchit à la grande quantité (1) de distributions publiques de froment, d'huile (2), de sel, de viande de porc, de vêtements, d'argent (2) même qui quotidiennement étaient faites à la plèbe on ne s'étonne pas de ce que Sénèque écrivait au préfet de l'Annone, P. Paolinus : *tu quidem orbis terrarum rationes administras*. Quatre vingt mille *modii* de blé par jour (3) étaient nécessaires à l'Etat

custodiam frumenti publici. Cæsar, *De bello civ.*, III, 42 : *Cæsar locis certis horrea constituit*.

(1) Le nombre des *incisi* c'est-à-dire des gens qui avaient droit aux distributions, fut fixé par Pompée en 57 ; en 46 il est de 320.000 ; Cæsar le réduisit à 150.000 ; sous Auguste, Trajan, Septime Sévère il est de 200.000. La population de Rome, d'après Beloch (*la popolazione di Roma antica*, p. 11) approchait d'un million ; d'après Gibbon elle était de 1.608.353 habitants.

(2) Suétone, *Néro*, 7 ; Tacite, *Annales*, 12, 41 ; Spartien, *V. Hadriani*, 23, 12 : *donativum populo ac militibus expendit*.

(3) Scholiaste de Lucain, vol. III, p. 53 (Weber) : *Roma olebat omni die LXXX milia modiorum annonae*.

pour nourrir la plèbe romaine ; or les magasins publics étaient si vastes qu'au dire de Spartien (1), Septime Sévère put y accumuler du blé pour sept ans, à raison de soixante-quinze mille *modii* par jour (2) et assez d'huile pour subvenir pendant cinq ans aux besoins de toute l'Italie.

L'*horreum* le plus vaste de Rome et le plus célèbre était situé (3) au sud de la ville, sur la rive gauche du Tibre, en arrière de l'*emporium*. Il se composait de l'ensemble des bâtiments connus sous le nom de *horrea Sulpicia* et plus tard sous les noms de *horrea Galbae*, *Galbes*, *Galbana*, *Galbiana* (4). Galba ne les construisit pas, mais ne fit que les agrandir. Ils étaient immenses, ils avaient la forme d'un grand rectangle, long de deux cents mètres, large de cent cinquante-cinq (5). Ils renfermaient les produits les plus variés : des marchandises destinées à être consommées : grains, viandes, vins, huiles ; des matériaux de construction : pierres, bois, marbres.

Tous ces *horrea publica*, consacrés au service de

(1) Spart, *Severi*, XXIII.

(2) Soit 27.375.000 *modii* pour l'année.

(3) L. Homo, *Lexique de topographie romaine* ; au mot *horreum*.

(4) Horat., *Carm.*, IV, 12, 18.

(5) Consulter pour l'aménagement des greniers de Galba l'article de M. Henry Thédénat, déjà cité, dans le *Dictionnaire* de Daremberg et Saglio, p. 271. Voir aussi pour ces *horrea Galbae*, Jordan, *Topogr. d. Stadt Rom.*, p. 68, 104 ; Henzen, *Bull. d. Inst.*, 1885, p. 138, et *Bull. arch. com.*, 1885, p. 52 et suiv.

l'Annone, étaient appelés aussi *fiscalia* (1) ; ils ne recevaient que les approvisionnements de l'Annone et, par conséquent, les particuliers n'y pouvaient rien déposer. Tout le long de la rive gauche du Tibre on rencontrait une série ininterrompue de magasins, de portiques, de halles et d'édifices dépendant de l'administration de l'Annone et destinés au commerce, aux dépôts, distributions et ventes de toutes sortes de denrées alimentaires. Le centre de la vie commerciale se trouvait donc entre l'Aventin et le Tibre de même que le centre de la vie politique se trouvait entre le Palatin, l'Esquilin et le Capitole.

3° Enfin il y avait une troisième catégorie de magasins : c'étaient les *horrea* destinés à être loués aux particuliers comme magasins de dépôts ; on les nommait *horrea Caesaris*. Ces *horrea Caesaris* pouvaient être propriété privée ou impériale. Ils étaient loués au public ou directement par leur propriétaire ou par un bailleur général.

M. Gatti les a identifiés avec les *horrea Galbiana* ; nous croyons que c'est une erreur, car, d'après ce que nous avons dit plus haut, les *horrea Galbiana* étaient des greniers du fisc où il était interdit aux particuliers de louer des locaux (2).

Ces *horrea Caesaris* étaient disséminés partout :

(1) *C. Theod.*, XV, 1, 12 : *horrea fiscalia apud urbem Romam* ; *idem*, VII, 4, 16.

(2) *C. Theod.*, XII, 6, 16.

dans Rome et en dehors de Rome, ainsi que nous le montre cette phrase de Lampride dans sa vie d'Alexandre Sévère (1) : *Horrea in omnibus regionibus publica fecit, adque conferrent bona ii qui privatas custodias non haberent.*

Ces *horrea* d'Alexandre Sévère servaient donc de garde-meubles, de dépôts, et ne ressemblaient en rien aux autres greniers que les grands négociants louaient de l'Etat pour en faire des entrepôts de marchandises. Ils étaient très utiles aux classes moyennes, car, si dans les maisons des riches citoyens romains il existait sûrement des locaux aménagés pour conserver en toute sécurité les objets précieux de leurs propriétaires, il n'en était pas de même dans les demeures des particuliers moins fortunés qui étaient obligés de se servir des *horrea Caesaris* pour y déposer tout ce qu'ils avaient de plus important et de plus précieux.

Pour Huelsen (2), c'est de ces *horrea* dont Paul veut parler quand il écrit (3) : « *Effracturae fiunt plerumque in insulis in horreisque, ubi homines pretiosissimam partem fortunarum suarum reponunt, cum vel cella effringitur vel armarium, vel arca.* De ce texte nous devons tirer plusieurs enseignements.

D'abord Paul nous dit *homines*, nous pouvons tra-

(1) Lamprid., *Sever. Alex.*, XXXIX.

(2) *Mittheilungen d. k. d. Arch. Instituts* (1896), vol. 11, p. 213 et suiv.

(3) Dig., I, 15, 3 § 2.

duire par *on*, « où *on* met ce qu'on a de plus précieux » ; ce qui montre que cette coutume de déposer sa fortune dans les *horrea Caesaris* devait être très répandue.

De plus, et ceci nous montre que les cambriolages nombreux et savamment opérés ne sont pas spéciaux à notre époque, Paul nous apprend que de son temps, les voleurs se faisaient déjà remarquer à Rome par la fréquence et l'habileté de leurs méfaits. Ils s'introduisaient souvent dans les appartements des particuliers et dans les *horrea* où ils fracturaient les armoires et les coffres. On peut ajouter que Rome était sans cesse sous la menace de terribles incendies ; qu'à l'époque de Paul, les Romains voyageaient beaucoup sur terre et sur mer, que leurs esclaves n'étaient plus dévoués et fidèles comme dans les premiers siècles de la ville : autant de raisons pour avoir recours aux *horrea* et n'être plus sans cesse en souci de leur fortune, pour laquelle, ainsi que le dit Sénèque (1) : *in aequo est dolor amissae rei et timor amittendae*.

Enfin ce texte nous prouve que dans les *horrea*, on pouvait prendre en location, comme de nos jours en France, en Angleterre et dans tous les pays où se pratique la location des coffres-forts, ou des pièces entières, *cellae* (« strong rooms »), ou un coffre-fort, *armarium*, ou un simple compartiment, *arca*, *arcula*, *locus*, *loculus*.

(1) *Epîtres*, 98.

Nous reproduisons le dessin d'un de ces *horrea Caesaris* que nous empruntons à Huelsen (1) ; cet *horreum* se trouvait sur une peinture ancienne retrouvée sur l'Esquilin en 1668.

On le voit, il s'agissait là d'une construction étendue et solide, isolée, parfaitement couverte, sans fenêtre sur la partie extérieure, munie de portes résistantes et bien fermées, car tant de richesses accumulées devaient tenter les voleurs. C'est à ces *horrea Caesaris* que se rapporte la *lex horreorum* que nous étudierons plus loin en détail.

Que déposait-on dans ces *horrea* ? Peut-on déterminer d'une façon précise ces *bona* ou cette *pretiosissimam partem fortunarum suarum* dont Lampride et Paul font mention ? Oui, grâce aux textes disséminés dans le Digeste et qui concernent nos *horrea*.

On y déposait de l'argenterie, de la vaisselle plate. Labéon (2) nous apprend que « l'or, l'argent, les perles » y trouvaient place. Maecianus (3) cite un individu qui à sa mort laisse à son héritier *pondus argenti quod in illis horreis habeo*. Paul (4) nous parle de *pluribus rebus in horreo moventibus*. D'après Javolenus (5), on avait coutume de déposer sa fortune aussi bien dans les *horrea* situés en dehors de Rome que dans ceux de

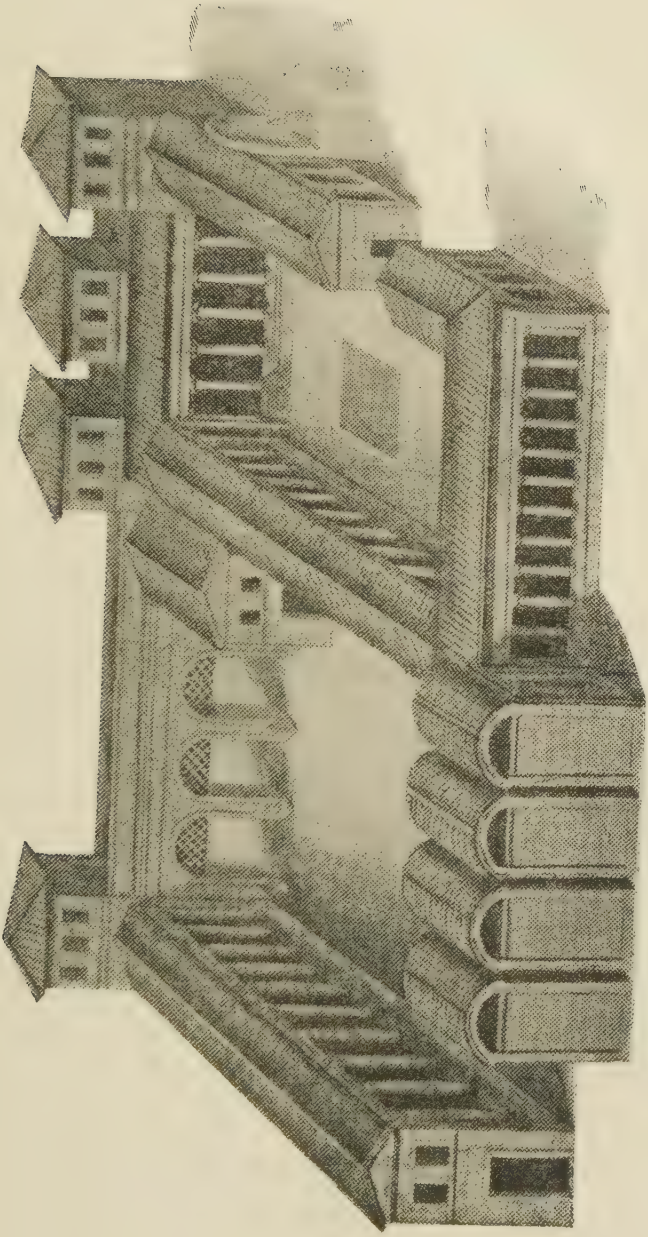
(1) *Ouvr. cité*, planche IV, n° 1.

(2) Dig., XIX, 2, 60 § 6.

(3) Dig., XXXIII, 7, 30 § 4.

(4) Dig., XXXVII, 2, 21 § 6.

(5) Dig., XXXII, 84, 3.



la ville : *cui, quae Romae legata sunt, ei etiam quae custodiae causa in horreis extra urbem reposita sunt, debentur*. Scaevola (1) prévoit deux hypothèses fort intéressantes.

Dans la première, il s'agit d'une certaine Attia qui fit le fidéicommiss suivant : *Quisquis mihi heres erit, fidei ejus committo uti det ex reditu cenaculi mei et horrei post obitum, sacerdoti et hierophylaco et libertis, qui in illo templo erunt, denaria decem die nundinarum, quas ibi posui*.

Dans la deuxième hypothèse, qui ne serait pas déplacée au ^{xx}^e siècle, il nous parle d'un *crabattus argento inaurato tectus* déposé dans un *horreum* : Titia a légué tout le mobilier contenu dans sa maison ; or le légataire trouve, non pas dans la maison de la défunte, mais dans un *horreum* où elle l'avait déposé, un lit recouvert d'argent et d'or qui lui appartenait. Scaevola se demande si ce lit sera compris dans le legs ; il répond : si ce lit se trouvait habituellement dans la maison de Titia et si elle l'a placé dans l'*horreum* uniquement pour qu'il fût plus en sûreté, ce lit devra être remis au légataire.

Ulpien (2), en nous énonçant les devoirs du *missus in possessionem*, nous dit qu'il doit rassembler *universas res hereditarias* et les déposer dans la maison du

(1) Dig., XXXIII, 4, 20 § 1 ; XXXIII, 7, 20 § 8.

(2) Dig., XXXVI, 4, 5 § 22.

(3) Dig., II, 13, 6 princ.

défunt ; si le défunt ne possédait pas de maison, *horreum conducat in quo res collectae custodiantur*. Dans un autre passage (3) du même jurisconsulte nous voyons un banquier qui (*ut plerique eorum*) : *in horreo instrumentum habet*.

On consignait encore dans les *horrea* les sommes, les objets en litige ou déposés en gage, ainsi que le montre une Constitution de Dioclétien et Maximin (1) : *in horreis pignora deposita*.

Dans une autre Constitution (2), nous apprenons que les tuteurs avaient l'habitude de déposer dans un *horreum* les *res pupillares*, les objets de prix appartenant à leur pupille et cette Constitution prévoit l'hypothèse suivante, qui peut se présenter encore de nos jours : un tuteur avait gardé dans sa maison des biens de son pupille alors qu'il aurait dû les consigner dans un *horreum* ou les vendre, et ces biens furent détruits par un incendie : le tuteur sera-t-il responsable ? Evidemment, répond notre Constitution, car il a commis une faute ; il serait injuste que la faute et l'indolence de ce tuteur tournent au désavantage de son pupille.

Si nous avons tant insisté sur ces dépôts, c'est que nous voulions faire voir combien les Romains se servaient fréquemment et pour les usages les plus divers des *horrea*.

Nous pouvons, grâce à ces détails, pénétrer un peu

(1) C. Just., IV, 24, C. 9.

(2) C. Just., V, 38, C. 3.

dans une partie de leur vie privée et nous nous apercevons d'une manière certaine que, comme nous, les Romains avaient besoin de locaux absolument sûrs et bien aménagés pour y déposer leur fortune. Aussi sommes-nous parfaitement de l'avis d'Iluelsen quand il écrit : « l'*insula* qui sert au logement, les *horrea* qui servent aux dépôts, doivent être deux particularités essentielles de la vie privée du peuple romain ».

Il y avait à Rome, en effet, d'immenses fortunes (1). Le luxe était répandu d'une façon monstrueuse que notre xx^e siècle n'égale pas. Les Romains dépensaient des sommes fantastiques pour des objets d'art, pour leur mobilier, pour l'ornement de leurs demeures et pour leur table. Ils avaient chez eux des baignoires d'argent, des miroirs d'argent (2), des plats d'argent pesant jusqu'à cinq cents livres (3), des services en cristal (4), des perles, des bijoux (5), de la vaisselle d'or massif (6) et, dans les grandes maisons, la vais-

(1) Voir à ce sujet J. Marquardt, *Vie privée des Romains*, trad. Henry, 1893, t. II, p. 347 et s.

(2) Plin., XXXIV, 160.

(3) Plin., XXXIV, 145 ; Lampr., *Heliog.*, 19, 3.

(4) Juvén., VI, 155 ; Sén., *de ira*, III, 40, 2-3 ; *Ep.* 123, 7, et 119, 3, *de benef.*, VII, 9, 3.

(5) Voir dans Suétone, *Vie de Caligula*, 25 où il nous dit que Lollia Paulina, femme de Caligula, avait une parure d'émeraudes et de perles valant 40 millions de sesterces (41 millions de francs). Voir aussi au Musée de Lyon une parure complète de dame et consulter A. Comarmond, 1844 : *Description de l'écrin d'une dame romaine*, trouvé à Lyon en 1841.

(6) C. I. L., VI, 8732 : *Gamus Aug. lib. praep. auri escari* (du temps d'Hadrien), et Tacite, *Annales*, II, 33.

selle de cuisine était en argent (1). Les capitalistes étaient nombreux à Rome. Posséder de 5.000.000 de deniers à 1 million de deniers c'était la pauvreté sous les Empereurs. Sous Auguste, l'augure Lentulus possédait 400 millions de sesterces ; sous Claude, Narcisse en possédait 400, Pallas 300, Sénèque 300 (2).

(1) Plin., XXXIII, 140 ; et Dig., XXXIV, 2, 19 § 12, où il nous est parlé d'un *miliarium argenteum* (fourneau de cuisine en argent !).

(2) T. X (de l'*Organisation financière chez les Romains*, par J. Marquardt) du *Manuel des antiquités romaines* de Mommsen et Marquardt.

CHAPITRE II

DU LOUAGE ET DE LA LOCATIO REI.

Avant d'entrer dans l'étude détaillée de la *lex horreorum*, il est absolument nécessaire de rappeler les grandes règles du louage et de la *locatio rei* pour pouvoir bien comprendre les différents articles de la loi.

« Le louage est un contrat par lequel une personne s'engage, moyennant une somme d'argent (*merces*), à procurer à une autre personne la jouissance d'une chose déterminée ou à exécuter pour elle un fait (1). »

On nomme *conductor* celui qui paye la *merces* et *locator* celui à qui la *merces* est payée.

Il y a deux sortes de louage à Rome :

Le louage de choses (*locatio rei*) ;

Le louage d'ouvrage (*locatio operarum*, et *locatio operis faciendi*).

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la *locatio operarum*, mais de la *locatio rei* qui nous intéresse tout particulièrement.

« La *locatio rei* (2) est un contrat par lequel une personne (*locator* ou bailleur) concède à une autre personne

(1 et 2) Définitions données par M. Huvelin dans son *Cours de droit romain*, professé à la Faculté de Droit de Lyon.

(*conductor*, locataire, preneur) la jouissance d'une chose moyennant une redevance en argent ou une partie des fruits (colonat partiaire, mélayage). »

Toute chose corporelle dans le commerce, dont on peut tirer utilité, peut faire l'objet d'un louage. L'exercice d'un usufruit peut aussi être loué.

Les cas de louage les plus pratiqués étaient, à Rome :

Le louage d'un fonds de terre (ou bail à ferme),

Le louage d'une maison, d'un navire, d'un coffre-fort.

Ces cas de louage n'étaient pas connus aux premiers temps de Rome. En effet, les premiers Romains ont été sans nul doute des guerriers remarquables, des conquérants, mais aussi et surtout des agriculteurs ; quand ils revenaient d'une campagne glorieuse, chargés de butin, ils rentraient dans leurs foyers cultiver leurs terres (1). Leurs noms (*Siculi* : faucheurs, *Obsei* : travailleurs des champs), leurs divinités, leurs mœurs, nous le prouvent. Ils vivaient dans des villages ouverts ou dans des fermes isolées. Cependant il leur fallait un centre de vie commune : ce fut Rome, c'est-à-dire une citadelle avec un asile (*asylum*) et une place publique, un lieu de refuge et non d'habitation ; ils y allaient tous les neuf jours pour les *nundinae* (marchés).

A cette époque, les Romains vivaient de ce qu'ils produisaient en bétail (2) et en céréales ; les céréales étaient

(1) Pline, *H. N.*, XVIII, 19 : *ipsorum tunc manibus imperatorum colebantur agri.*

(2) Marquardt, *ouvr. cité*, t. II, p. 5 et seq.

leur nourriture principale. Les exploitations agricoles étaient sous le régime de l'économie domestique fermée (*geschlossene Hauswirtschaft*) ; la *domus* était la source de toutes les productions nécessaires (nourriture, vêtements, habitation, armes) et Pline l'Ancien, dans son *Histoire Naturelle*, nous dit que les Romains ne comprenaient pas qu'on achetât ce qu'on pouvait produire (1).

Ceci explique la forte organisation de la famille dans l'antiquité romaine, l'autorité du *paterfamilias* qui a la haute direction sur ses enfants et sur ses esclaves avec lesquels il cultive ses terres que l'Etat lui a concédées.

Pendant cette période, par conséquent, les baux à ferme n'existent pas. Il ne peut pas non plus être question du louage des navires, car il n'y avait pas de commerce maritime (2).

Mais cela changea peu à peu avec la transformation de la vie rurale et celle de la vie économique. A partir du VI^e siècle, à l'« économie domestique fermée » se superpose l'économie commerciale (*Handelswirtschaft*). Il faut avoir recours à l'échange, car la conquête de la Sicile est venue ruiner les cultivateurs du Latium. Au lieu de petites propriétés, on a d'immenses domaines (*latifundia*) cultivés d'abord par des esclaves nombreux,

(1) Pline, *H. N.*, XVIII, 40 : *neque agricolam esse quisquis emeret quod praestare ei fundus posset*.

(2) Valère Maxime (*Factorum dictorumque memorabilium libri*), IV, 4, 11.

puis, dans la suite, par des journaliers ou des fermiers. En général, les propriétaires louent à un fermier en chef (*conductor*), lequel loue à des sous-preneurs, petits fermiers appelés *coloni* (1).

De plus, la vie urbaine se développe au détriment de la vie rurale ; les Romains quittent la campagne et habitent leur maison de la ville ; les étrangers viennent se fixer à Rome, y louent des maisons, des appartements dans les *insulae* ou maisons de rapport.

Comme nous l'avons vu plus haut, les Romains, pour conserver sans risques leurs objets les plus précieux, louent des coffres-forts dans les *horrea*.

Enfin Rome prend position sur la mer, sa flotte commerciale devient importante, des navires de plus en plus nombreux sont affrétés et leur tonnage augmente sans cesse. De là de nombreuses *locationes rerum*.

Dans la culture, les baux à ferme s'introduisirent, mais difficilement ; avec le relâchement des liens familiaux, le *paterfamilias* fut obligé de se faire aider ; mais au lieu de louer son domaine à un fermier, il loua les services d'hommes à la journée (2) ou à prix fixé d'avance pour cultiver ses champs, et lui-même perçut les fruits (3) ; c'était ce qu'on appelait la *locatio agri colendi*. D'autres fois, pour les terres non cultivées (prés, bois), le propriétaire, moyennant un prix en

(1) Columelle, *De re rustica*, I, 7, et Dig., XIX, 2, 54-55.

(2) Varro, I, 17, 2.

(3) Dig., XIX, 2, 25.

argent, en concédait la jouissance à une autre personne, c'était la *locatio agri fruendi*.

Pour arriver au bail à ferme, il fallait fonder ces deux *locationes*, il fallait que le fermier cultivât et qu'il perçût les fruits. Ceci eut lieu sous l'influence spéciale des baux de l'Etat. Dans le régime municipal avec magistrature gratuite et temporaire en vigueur à Rome, l'Etat ne pouvait pas exploiter lui-même ses biens : il les afferma ; par conséquent, pas de *locatio agri colendi*. Le censeur afferma les biens de l'Etat pour la durée de sa charge qui était d'un lustre ; la culture et la jouissance étaient liées : *locatio agri fruendi*. Cette pratique réagit, à l'époque classique, sur les baux des biens privés : on inséra dans ces baux la clause d'obligation de cultiver pour le fermier, comme dans les baux de l'Etat.

Cette influence va nous rendre claires les obligations des parties.

Obligations des parties. — 1° *Obligations du bailleur.*

— Le *locator* doit fournir la jouissance de la chose au *conductor*, *praestare uti frui*, et, pour cela, entretenir la chose, garantir le preneur contre l'éviction, rembourser les dépenses nécessaires faites par le preneur sur la chose. Le bailleur doit accomplir un acte donné : procurer la jouissance et non offrir une indemnité ; le droit de jouissance ne réside donc pas *in solutione* mais *in petitione*. Le locataire d'une maison, d'un navire, d'un coffre-fort, pourra agir en justice pour obtenir ce qu'il

a loué et non une indemnité. Toutes ces obligations du bailleur sont sanctionnées par l'*actio conducti* donnée au *conductor*.

2° *Obligations du preneur*. — Le *conductor* doit :

a) payer la *merces* en argent au jour fixé ; cependant dans un bail rural, le fermier est dispensé de payer la *merces* (*remissio mercedis*) quand la récolte est réduite par une force majeure (grêle, inondation, invasion, etc.) et que les récoltes suivantes ne sont pas suffisantes pour l'indemniser ;

b) user de la chose conformément aux clauses du contrat et, à leur défaut, conformément à la destination de la chose. Le preneur peut sous-louer ; la sous-location n'entraîne des obligations qu'entre lui-même et le sous-preneur. Le bailleur et le sous-preneur sont responsables de leur dol et de plus de leur faute l'un à l'égard de l'autre. Si le preneur ne remplit pas ses obligations, le bailleur a contre lui l'*actio locati*.

Formation du contrat. — La *locatio* se forme par le simple consentement des parties, à la différence des contrats formels et réels. Elle imite le contrat grec de *μισθωσις*.

Fin. — La *locatio rei* prend fin par l'arrivée du terme fixé par la convention ou par l'usage. A Rome le louage durait cinq ans à l'imitation des baux de l'Etat.

Tacite reconduction. — Les censeurs, nommés pour cinq ans, n'étaient pas toujours élus exactement aux époques fixées ; si les baux avaient cessé aux cinq ans,

les intérêts de l'État auraient souffert par suite de l'abandon des terres ; on convint alors que si, après le terme, aucune partie ne protestait, il se formerait un nouveau bail pour une durée d'une année, il en fut de même pour un bail privé ; on l'admit aussi pour le bail de maison sans durée de temps.

Le louage peut aussi prendre fin par résiliation, sur la demande du bailleur, pour défaut de paiement du prix de la *merces* ou abus de jouissance pendant deux ans. Le bailleur peut même expulser le preneur, comme il veut, s'il a besoin de reprendre sa maison pour lui-même ; mais bientôt on inséra dans le contrat une clause pénale que devait payer le bailleur en cas d'expulsion du locataire.

Le preneur peut aussi demander à faire cesser le bail si la chose qui fait l'objet de sa jouissance a péri en totalité ou en partie.

A l'origine, la mort des parties faisait cesser le bail ; mais, dans la suite, on mit dans le contrat des clauses obligeant les héritiers à continuer le bail. Il en était de même pour l'aliénation, qui, à l'origine, annulait le bail ; plus tard, la continuation du bail devint la règle au moyen d'une clause où le locateur stipulait que l'acquéreur respecterait le bail en cours (1).

(1) Dig., XXI, 2, fr. 60 § 1.

CHAPITRE III

ÉTUDE DÉTAILLÉE DE LA *lex horreorum*.

- 1° Photographie de la loi.
- 2° Reconstitution d'après M. Gatti.
- 3° Reconstitution d'après MM. Mommsen et Girard.
- 4° Restitution de M. Huvelin que nous adoptons.
- 5° Traduction des articles de la loi.

REPRODUCTION DE LA *LEX HORREORUM*

imp. hadriani. in h ORREIS
 cellae frumentar. et vin cÆSARIS, AVG. LOC
 cum operis. cella RAR. EX. HAC. DIF. ET. LOC
 idib. dec. primis LEX HORREORVM

quisquis in his horreis conductum habet cellam armarium aliud VE. QVID. ANTE. IDVS. DEC.
 renuntiaverit et cum horreario de renovanda locatione pro iN SEQVENTE. ANNO. NON TRAN-
 [PENSIONE. SOLVTA. RENVNTIET. QVI. NON]
 res eo anno in his horreis locari solent si modo alii locatum nON ERIT. QVISQVIS. IN. HIS
 [SEGERIT. TANTI. HABEBIT. QVANTI. EIUS. GENER.]
 utendum dandi jus non habebit si elocaverit vel utendum dederit eis cuSTODIA. NON. PRAES-
 [HORREIS. CONDVCTVM. HABET. ELOCANDI ET]
 importata fuerint horreario pignori erunt pro pensionibus de quibus. SATIS. EI factum non
 [fuerIT. QVISQVIS. IN. HIS. HORREIS. CONDVCTVM. HABET. ET. SVA]
 impensa refecer. ornaver. tollendi quod adjecit jus non habebit nisi ei data FVER. VENIA. Quis-
 [QVIS IN. HIS HORREIS. CONDVCTVM. HABET. PENSIONE. SOLVTA. CHIROGR.]
 horrearii sibi dari curet et res inlatas efferat ; si post impletum conductionis annuM. HORREVM
 suasque res RELIQUER. ET. CVSTODI. NON. A DSIGNAVER. HORREARIVS. SINE. CVLPA.
 [ERIT]

2^o) *Restitution de M. Giuseppe Gatti.*

in his h ORREIS
 imp. Nervae. CÆSARIS. AUG. LOC
 horrea compendiAR. ARMARIA. ET. LOCA
 armaris. et RAR. EX. HAC. DIE. ET. EX
 K. Jan LEX HORREORVM

Quisquis in annum futurum retinere volet horreum (1) armarium aliu DVE. QVID. ANTE. IDUS.
 [DEC. PENSIONE, SOLVTA. RENVNTIET. QVI. NON]
 renuntiaverit, si volet retinere et cum horreario pro i N SEQVENTE. ANNO, NON TRANSEGE-
 [RIT. TANTI HABEBIT. QVANTI. EIUS. GENER.]
 horreum armariumve eo anno ibi locari solebit, si modo alii locatum n ON ERIT. QVISQVIS. IN
 [HIS HORREIS. CONDVCTVM. HABET. ELOCANDI. ET]
 substituendi jus non habebit. Invectorum in hac horrea cu STODIA. NON. PRAESTABITVR.
 [QVAE IN HIS. HORREIS. INVECTA. INLATA]
 erunt pignori erunt horreario si quis pro pensionibu S. SATIS. EI non fecerIT. QVISQVIS. IN.
 [HIS. HORREIS. CONDVCTVM. HABET. ET. SVA]

FVER. VENIA. QuisQVIS. IN. HIS HORREIS. CONDVCTVM. HABET. PENSIONE. SOLVTA.
 [CHIROGR.]
 liberabitur. Quisquis habens conductu M. HORREVM suasque res RELIQUER. ET. CVSTODI.
 [NON. ADSIGNAVER. HORREARIVS. SINECVLPA. ERIT]

(1) retinere volet quod conduxit, propose M. Mommsen.

3°) *Restitution de MM. Mommsen et Girard*

in his h ORREIS
 imp. Nervae. CÆSARIS. AUG. LOC
 horrea compendiAR. ARMARIA. ET. LOCA
 armaris, et RAR. EX. HAC. DIE. ET. EX
 K. Jan LEX HORREORVM

Quisquis in annum futurum volet retinere horreum armarium aliu DVE. QVID. ANTE. IDVS.
 [DEC. PENSIONE. SOLVTA. RENUNTiet. QVI. NON]
 renuntiaverit, si volet retinere et cum horreario aliter pro i N SEQVENTE. ANNO. NON TRAN-
 [SEGERIT. TANTI. HABEBIT. QVANTI. EIUS. GENER.]
 horreum armariumve eo anno ibi locari solebit, si modo alii locatum n ON ERIT. QVISQVIS.
 [IN. HIS HORREIS. CONDVCtVM. HABET. ELOCANDI. ET]
 substituendi jus non habebit (1) Auri, argenti, margaritarumque, cu STODIA. NON. PRAESTA-
 [BITVR. QVAE IN HIS HORREIS. INVECTA. INLATA]
 erunt pignori erunt horreario, si quis pro pensionibVS S. SATIS EI non fecerIT. QVISQVIS. IN.
 [HIS. HORREIS. CONDVCtVM. HABET. ET. SVA]
 tollere volet, pensione non soluta jus tollendi non habebit nisi data FVER. VENIA. QuisQVIS
 [IN. HIS HORREIS. CONDVCtVM. HABET. PENSIONE. SOLVTA. CHIROGR.]
 liberabitur. Quisquis habens conductuM. HORREVM suasque res RELIQUER. ET. CVSTODI.
 [NON. ADSIGNAVER. HORREARIVS. SINE. CVLPA. ERIT]

(1) Invectorum, pensione nisi soluta, cuS

3°) *Restitution de M. Huvelin que nous adoptons.*

5°) *Traduction des articles de la loi.*

Dans ces magasins de l'empereur Nerva César Auguste on pourra louer des magasins, des resserres, des coffres, des places pour des coffres et depuis ce jour et à partir des calendes de janvier.

Loi des magasins.

ART. 1^{er}. — Quiconque voudra conserver pour l'année à venir, le magasin, le coffre ou quelque autre chose qu'il aura louée doit le faire savoir avant les Ides de décembre et après avoir payé sa location. Celui qui n'aura pas donné cet avis préalable, ou qui, pour pouvoir conserver les lieux loués, ne se sera pas arrangé d'une autre façon avec le directeur, aura le magasin ou le coffre pendant l'année suivante, dans les conditions de location ordinaires et pourvu qu'un autre locataire n'ait pas traité avec le directeur.

ART. 2. — Quiconque aura loué dans ces magasins n'aura pas le droit de sous-louer et de se substituer quelqu'un.

ART. 3. — 1) La garde de l'or, de l'argent, des perles ne sera pas comprise dans la location. 2) La garde des choses apportées dans ces magasins ne sera pas fournie sans que le prix de location ait été payé.

ART. 4. — Les choses apportées ou transportées dans ces magasins serviront de gage au directeur si quelque client ne lui donne pas satisfaction pour les loyers.

ART. 5. — Quiconque ayant loué dans ces magasins voudra enlever les objets déposés dans son coffre, sans avoir payé son loyer, ne pourra pas le faire à moins d'une autorisation expresse donnée par le directeur.

ART. 6. — Quiconque aura loué dans ces magasins et aura payé sa location sera libéré par une quittance.

ART. 7. — Quiconque ayant loué un magasin y laissera ses choses sans les confier à un gardien ne pourra pas rendre le directeur responsable de leur perte.

SECTION I. — Description extérieure et
lieu de découverte.

La plaque de marbre, dont nous donnons la photographie et sur laquelle était gravée la *lex horreorum*, a une longueur de 0 m. 98 et une hauteur de 0 m. 88. Elle forme la partie gauche d'un avis de location des magasins généraux appartenant à l'Empereur.

Cette plaque fut découverte en 1885, à Rome, dans la « vigna Boni-Rinaldi », au delà de la porte Salaria, au milieu de terres rapportées et par conséquent bien loin de son emplacement primitif. Il est impossible de se rendre compte par quels concours de circonstances et dans quel moment elle a pu être ainsi détachée et transportée si loin de l'endroit où elle se trouvait, c'est-à-dire du mur d'un de ces *horrea Caesaris*, situés près du mont Testaccio, dont nous avons parlé dans notre Introduction, où elle était probablement apposée, indiquant aux particuliers que des locaux et des *armaria* étaient à louer dans ce magasin et contenant la *lex locationis* ou l'énoncé des conditions auxquelles la location pouvait se faire.

L'inscription qui fait l'objet de notre étude a été publiée pour la première fois, en 1885, par M. le professeur Giuseppe Gatti qui en donna un long et savant

commentaire dans le *Bullettino della commissione archeologica comunale di Roma* (1).

En 1886, en Italie, M. Vittorio Scialoja, dans la *Rivista italiana per le scienze giuridiche* (2) ; en France M. Esmein dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'Ecole de Rome* (3) la publièrent en la faisant suivre de notices sommaires.

Enfin MM. Mommsen (4), Huelsen (5), Dessau (6), la publièrent également et M. Girard l'a introduite dans ses *Textes de droit romain* (7), d'après la reconstitution de Mommsen.

Nous donnons successivement dans les pages 51 et suiv., les reconstitutions de la *lex horreorum* de MM. Gatti, Mommsen, Bruns et Girard, et celle de M. Huvelin que nous adoptons.

Notre inscription, comme le montre la photographie de la page 49, est écrite en caractères différents. En haut d'abord, de très grosses lettres, pour attirer de loin l'attention des passants et leur indiquer que le maître des magasins, sur lesquels est apposée la plaque de marbre, loue des locaux et *armaria*. En dessous, à la cin-

(1) Année 1885, pp. 110-129.

(2) Année 1886, pp. 127-130.

(3) Année 1886, pp. 162-165.

(4) *Fontes*, 7^e édit., 1909, p. 371-372.

(5) *C. I. L.*, VI, 33747.

(6) II, 5914, *Inscriptiones latinae selectae*.

(7) *Textes*, 3^e édit., p. 812.

quième ligne, en lettres moins grosses, le titre de la loi :

LEX HORREORUM,

pour que chacun s'approche de l'inscription et ne se contente pas de lire simplement l'annonce écrite au-dessus, mais prenne connaissance directement des articles renfermant les conditions de la location, articles qui sont écrits en petites lettres.

Si toute une partie de notre inscription n'a pu malheureusement être retrouvée, nous avons, du moins, à chaque ligne, à côté des lettres existantes, des fragments de lettres qu'il nous faut rétablir, car elles nous seront d'un grand secours pour reconstituer les mots dans lesquels elles étaient contenues.

A la première ligne restent les traces d'un *O* (*Horreis*).

A la deuxième ligne, ce sont celles d'un *A* (*Caesar*).

A la quatrième ligne, subsiste le dernier jambage d'un *R* (*rar*).

A la sixième ligne, c'est un *D* (*aliudve*), M. Scialoja dit que ce peut être aussi bien un *O*.

A la septième ligne, le mot qui reste est *ISEQVENTE*, il n'est pas téméraire de supposer que les deux lettres précédentes devaient être un *I* et un *N* (*insequente*).

A la huitième ligne, le premier mot est *ON*, la lettre précédente devait être très probablement un *N* (*NON*).

A la neuvième ligne il nous reste six lettres formant la fin d'un mot, *STODIA*, on peut restituer sans crainte de se tromper *CVSTODIA*.

A la dixième ligne, la première lettre de la ligne est un S ; nous n'avons donc qu'une seule lettre et le mot dans lequel elle rentrerait se composait peut-être de plusieurs syllabes, aussi est-il très difficile de le rétablir. Pour M. Gatti la lettre venant immédiatement avant S est un U (*quibus*) ; nous admettons aussi qu'il s'agit d'un U, mais le mot que nous proposons n'est pas le même (*pensionibus*).

A la onzième ligne, nous lisons FUER (IT) sans aucune hésitation.

Enfin à la douzième ligne, la dernière lettre d'un mot seulement subsiste ; aussi rencontrons-nous les mêmes difficultés qu'à la dixième ligne. D'après M. Gatti ce sont les traces d'un M (*annum*) ; il s'agit bien aussi pour nous d'un M, mais nous restituons le mot *conductum*.

Une dernière observation doit être faite en ce qui concerne la description extérieure de notre inscription. Gatti a compté le nombre des lettres de chaque ligne sur la plaque de marbre qui nous reste, puis il s'est servi du même nombre de lettres pour opérer la reconstitution de la partie qui nous manque (1).

Mais, d'après nous, rien absolument ne prouve que la plaque de marbre ait été cassée exactement en son

(1) Voici en effet ce que dit M. Gatti (*ouv. citée*) : « *Dobbiamo dunque innanzi tutto tentar la restituzione dell'altra metà perduta tenendo conto non solo del contesto giuridico, ma ancora dello spazio e del numero di lettere rigorosamente necessario a supplire la parte mancante.* »

milieu ; et même si on admet qu'elle ait été cassée au milieu, rien ne prouve, comme le fait très justement remarquer M. Scialoja, que l'écriture du texte soit si régulière qu'on puisse faire le calcul exact des lettres qui manquent.

SECTION II. — Etude des différents articles de la « lex horreorum ».

§ 1 — De l'annonce de location inscrite en tête de la « lex horreorum ».

MM. Mommsen (1) et Girard (2) en donnent la restitution suivante :

In his horreis imperatoris Nervae Caesaris Augusti locabuntur horrea, compendiaria, armaria et loca armaris et..... raris ex hac die et ex Kalendis Januariis.

« Dans ces magasins de l'empereur Nerva César Auguste seront loués des magasins, des resserres, des armoires et des places pour des coffres, et depuis ce jour et à partir des calendes de janvier. »

M. Gatti propose : *In horreis imperatoris Hadriani Caesaris Augusti locantur cellae frumentariae et vinariae, armaria et loca cum operis cellarariorum ex hac die et ex idibus decembris primis.*

« Dans les magasins de l'empereur Hadrien César Auguste on loue des magasins pouvant contenir du blé et

(1) *Fontes*, p. 371-372.

(2) *Textes*, p. 812.

du vin, des coffres et des locaux avec l'aide des *cellarii* à partir de ce jour et des ides de décembre. »

Pour Gatti l'inscription date des premières années du second siècle de l'Empire. Elle ne peut pas être plus ancienne à cause de la bonne rédaction de la loi et aussi de l'emploi de la petite feuille de lierre comme signe *distinguens* à chaque paragraphe.

Quant à l'empereur dont le nom est effacé, il ne peut être question que de Trajan ou d'Hadrien ; plutôt de ce dernier, parce que la régularité et la symétrie de l'écriture particulièrement bien observées dans les premières lignes exigent aux mots *Caesaris Aug.* un supplément de onze lettres qui se trouvent précisément dans les mots *imp. Hadriani*.

Une fois le nom de l'empereur rétabli, il faut retrouver les noms des locaux qu'on pouvait louer dans ces magasins de César. Gatti suppose, avec beaucoup de raison, que les mots qui précédaient *armaria et loca* devaient désigner les autres parties à louer dans les *horrea* et qui devaient être d'une capacité plus grande que les *armaria*, et il propose *cellae* en se basant sur un fragment de Paul (1). Puis, pour compléter la syllabe *AR* et, en considérant les marchandises qui étaient principalement déposées dans les *horrea*, il croit pouvoir assurer qu'il s'agit des *cellae frumentariae et vinariae* qui devaient avoir une grande importance dans les *hor-*

(1) Dig., I, 15, 3 § 2.

rea Caesaris. Il est plus difficile de suppléer aux lettres *AR* du début de la quatrième ligne. Sur l'avis du professeur Illario Alibrandi, Gatti restitua : *cum operis cellarariorum* ; ces *cellararii* auraient été des esclaves employés dans les *horrea*.

Dans la dernière édition des *Fontes juris romani antiqui* de Bruns, cette même restitution nous est donnée.

Enfin, d'après Gatti, sur la plaque de marbre se trouve mentionné le jour où commence le bail, c'est-à-dire du jour où la *lex horreorum* a été publiée et affichée, puis, pour les années suivantes, des premières ides de décembre, en se basant sur la septième ligne : *ante idus Decembris*.

Nous préférons à cette restitution de Gatti, celle que nous avons placée en tête de notre paragraphe, et en voici les raisons.

D'abord, en ce qui concerne le nom de l'empereur, Mommsen (1) fait remarquer qu'il ne peut pas s'agir de l'empereur Hadrien. Au temps d'Hadrien, le mot *Cæsaris* ne se plaçait pas après le nom de l'empereur, comme dans notre inscription, mais avant, de sorte qu'à l'époque d'Hadrien on aurait dû lire : *imperatoris Caesaris Hadriani*. D'après la forme des lettres, Mommsen estime qu'il doit s'agir de l'empereur Nerva.

En réalité, ceci est bien conjectural. Tous les auteurs qui ont écrit sur la *lex horreorum* sont en désaccord à

(1) *Droit public*, 5, p. 31, n° 2.

ce sujet. C'est ainsi que pour Houten (1), il s'agitrait plutôt de Domitien ou de Trajan. Mais, comme le fait si bien remarquer M. Scialoja, est-il bien certain que le nom de l'empereur écrit dans notre texte soit celui de l'empereur vivant, ne serait-ce pas plutôt celui du fondateur des *horrea*?

Quant aux locaux qui étaient à louer dans les *horrea Caesaris* et dont les dénominations sont effacées sur notre plaque de marbre, nous ne partageons pas l'avis de Gatti.

Il ne pouvait pas, en effet, être question ici, comme le fait observer Hulsen, de *cellae* contenant du froment ou du vin, ni de *mercatoribus frumentariis armaria* comme l'ont conjecturé Beuns et Mommsen, car le blé et le vin ne sont pas des objets très précieux. On peut, à ce sujet, citer un texte de Paul qui est caractéristique : c'est le fragment 36 au *Digeste*, XIX, de *officio procuratoris agniti* : *cum domini horrearum insularumque desiderant, aut non apparentibus, nec eius temporis personis et solventibus conductoribus, aperire et ea quae ibi sunt describere, a publicis personis quorum cura est audiendi sunt, tempus autem in huiusmodi re biennii debet observari.*

Dans ce texte il ne peut pas certainement être question de denrées alimentaires qui auraient été déposées dans les *horrea* et dans les *insulae*, mais plus vraisem-

(1) *Bull. d'Inst.*, 1885, p. 138 et suiv.

blement d'objets de valeur pouvant être « décrits », inventoriés et appréciés.

Pour pouvoir trouver les mots techniques des locaux non contenus dans notre titre, il faut rapprocher de notre inscription une autre inscription de la ville de Rome trouvée dans le palais Barberini (1) et éditée par Preller (2) en 1846, puis par Gatti (3) en 1886, et ensuite par MM. Bruns (4) et Dessau (5).

In his horreis privatis quinti Tinei sacerdotis Clementis locantur horrea, apothecae, compendiaris, armaria, intercolumnia et loca armaris. ex hac die et ex Kalendis Julis.

« Dans ces magasins privés de *Quintus Tineus Sacerdos Clemens*, on loue des magasins, boutiques, réserves, armoires, des espaces entre colonnes et des places pour armoires à partir de ce jour et des calendes de juillet. »

Les mots *horrea et compendiaris* de cette inscription peuvent très bien convenir à notre *lex horreorum* : *horrea, compendiaris, armaria et loca armaris*, nous avons ainsi une gradation toute naturelle.

Enfin notre titre nous dit que la location a lieu *ex hac die et ex Kalendis Januarii*, depuis ce jour et à partir des calendes de janvier.

Il ne faudrait pas croire qu'il y ait là un choix donné

(1) *Codex Bibliothecae Barberinae*, XXX, 92, f. 162.

(2) *Regiones Romae*, 1846, p. 494.

(3) *Mith. d. röm. Inst.*, 1886, p. 76.

(4) *C. I. L.*, VI, 33860.

(5) *Inscriptiones Latinae selectae*, II, 5913.

au locataire, la location peut être faite à n'importe quel terme. Ces mots veulent dire que le terme pour le point de départ de la durée du bail et l'époque de paiement du loyer sont fixés aux calendes de janvier, et cela à quelque moment que commence l'entrée en jouissance. Par exemple, j'entre en jouissance le 1^{er} octobre, je paierai mon loyer pour les trois mois, d'octobre, de novembre et de décembre, mais la location de l'année en cours partira du 1^{er} janvier.

La date du 1^{er} janvier est donc un terme de location. L'inscription que nous avons rapprochée de la *lex horreorum* dit ensuite *ex hac die et ex Kalendis Julii*, depuis ce jour et à partir des calendes de juillet. Il semble qu'il y ait là une contradiction, et c'était ce qu'avait cru Mommsen qui avait substitué *ex Kalendis Julii* à *ex Kalendis Januarii*. En réalité il n'y a pas de contradiction du tout et Mommsen s'était trompé ; en effet, les deux termes se concilient très bien : il y avait à Rome, comme chez nous, deux termes de location de six mois en six mois : 1^{er} janvier et 1^{er} juillet (ce dernier terme nous est confirmé par Suétone dans sa *Vie de Tibère*, chap. 35). Quand une annonce était apposée avant janvier, elle parlait du terme de janvier ; si apposée après janvier, il était tout naturel qu'elle parlât du terme de juillet (1).

Nous devons aussi mentionner, sans y insister, la

(1) Voir à ce sujet dans les *Textes de droit romain* de M. Girard, p. 813, une affiche d'appartements à louer.

restitution de M. Esmein à ce propos : *ex hac die et ex hac formâ* « à partir de ce jour et de la façon suivante ». « Le sens me paraît meilleur, écrit M. Esmein, il serait peu naturel que la location se fît immédiatement, mais sous un terme suspensif, cela ne répondrait guère aux besoins qui conduisaient à louer un local dans les *horrea*. »

Ce n'est guère probable ; *ex hac forma* n'était pas nécessaire ici et ne signifie pas grand'chose ; du reste, l'inscription de location des magasins privés ne renferme pas cette expression. Au contraire, il est bien plus probable qu'on ait indiqué à la fin de notre titre, le terme exact d'où devait partir la location.

§ 2. — De l'article premier de la « *lex horreorum* ».

Quisquis in annum futurum retinere volet horreum, armarium, aliudve quid, ante idus Decembris, pensione soluta renuntiet. Qui non renuntiaverit, si volet retinere et cum horreario aliter pro insequente anno non transegerit, tanti habebit, quanti ejus generis horreum armariumve eo anno ibi locari solebit, si modo alii locatum non erit.

« Quiconque voudra conserver pour l'année à venir le magasin, le coffre ou quelque'autre chose qu'il aura louée, doit le faire savoir avant les ides de décembre et après avoir payé sa location. Celui qui n'aura pas donné cet avis préalable ou qui, pour pouvoir conserver les

lieux loués, ne se sera pas arrangé d'une autre façon avec le directeur, aura le magasin ou le coffre pendant l'année à venir, dans les conditions de location ordinaire et pourvu qu'un autre locataire n'ait pas déjà traité avec le directeur. »

Ce premier article est relatif à la tacite reconduction dont nous avons plus haut donné les principes. Nous avons vu qu'il n'y avait aucune difficulté pour les *praedia rustica* : la tacite reconduction ne produit des baux que pour un an. Mais sur la tacite reconduction des *praedia urbana*, nous sommes tout à fait mal renseignés ; nous n'avons qu'un texte d'Ulpien très obscur, qui a dû certainement être remanié par les compilateurs de Justinien ; la finale est sûrement une addition de leur fait.

Dans ce texte, Ulpien, après avoir clairement posé le principe de la tacite reconduction d'un an dans les *praedia rustica*, ajoute (1) : « *in urbanis autem praediis alio jure utimur, ut, proat quisque habitaverit, ita et obligetur, nisi in scriptis certum tempus conductioni comprehensum est.* »

« Pour les biens urbains, nous nous servons d'un autre droit, de façon à ce que le locataire soit obligé dans la mesure du temps de sa jouissance, à moins qu'un délai fixe n'ait été prévu dans un écrit, pour le louage ».

Ulpien voulait dire que pour les biens urbains, si le

(1) Dig. XIX, *Loc. cond.*, 2, 11, 13.

locataire restait en jouissance après l'expiration du bail, il devait payer le même loyer qu'il payait auparavant et au prorata du temps resté en jouissance. Ainsi, je loue pour cinq ans, une maison moyennant un loyer de mille francs par an, puis, mes cinq ans écoulés, je demeure dans la maison ; je devrai toujours mon loyer de mille francs et au prorata du temps que j'aurai passé dans la maison ; si j'y ai passé six mois, je devrai cinq cents francs à mon propriétaire.

Mais il n'y avait pas de délai fixé à la tacite reconduction des biens urbains.

Cette différence peut s'expliquer : dans les biens ruraux où il s'agit de champs à cultiver, l'exploitation d'une année forme un tout non fractionnable ; il faut nécessairement une tacite reconduction d'un an au moins ; le fermier dépense en effet, pendant l'hiver, pour la récolte qui n'est pas encore venue, et il ne récolte que pendant quelques mois pour se dédommager de ses frais ; au contraire, pour les biens urbains cela ne se produit pas.

Il nous faut examiner le sens de ce texte remanié au temps de Justinien ; la finale « *nisi in scriptis certum tempus conductioni comprehensum est* » est très discutée. D'après Dernburg (1), ces mots signifient que si le bail primitif a fixé la durée éventuelle de la prolongation, il sera respecté ? C'est absolument évident, c'est de plus naïf et ça ne nous explique rien.

(1) *Pandekten*, 2, § 111, n. 39.

Suivant Vangerow (1) et Windscheid (2), s'il y a eu bail écrit pour le contrat de location, la tacite reconduction aura lieu pour un temps égal à celui du bail : si j'ai fait un bail de cinq ans, la tacite reconduction vaudra pour cinq ans ? C'est une pure hypothèse et qui est peu vraisemblable, il nous semble, car ces auteurs forcent trop le sens des mots.

Enfin M. Esmein (3) écrit : « Lorsque les locations urbaines étaient faites pour un terme préfixe d'une ou plusieurs années, la tacite reconduction s'y appliquait exactement comme aux locations de *praedia rustica*. C'est dans ce sens qu'il faudrait entendre la loi 13, § 11, Digeste, XIX, 2. »

C'est cette troisième explication qui nous paraît la plus vraisemblable et que nous admettons. Une restriction à un principe exceptionnel a pour conséquence le retour au droit commun : le droit commun à Rome est celui des baux ruraux imités de ceux de l'Etat, et c'est celui dont on parlait dans le texte d'Ulpien ; pour les baux par écrit fixant une durée, on reviendrait au principe de la tacite reconduction des *praedia rustica*. A Rome on ne faisait pas habituellement de bail à terme fixe pour la location des maisons ; chaque partie restait libre de mettre fin au bail à sa volonté, mais si

(1) *Lehrbuch der Pandekten*, 3, § 644.

(2) *Lehrbuch der Pandektenrechts*, 2, § 402, n. 13.

(3) *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'Ecole de Rome*, 1886, p. 162-165.

on avait fait un bail à terme fixe (c'est-à-dire pour un certain nombre d'années) et si, à l'expiration du bail, on était resté dans la maison, la tacite reconduction devait être la même que pour les *praedia rustica*, c'est-à-dire d'un an.

Le texte de la *lex horreorum* semble appuyer parfaitement cette interprétation : « tout locataire qui voudra conserver son coffre-fort pour l'année suivante devra le déclarer avant les ides de décembre », c'est-à-dire avant le 12 ou le 13 décembre si la veille des ides est comprise dans *ante idus* ; donc les 6, 7, 8, 9, 10, 11, peut-être aussi le 12, *pridie idus*.

Alors trois cas peuvent se présenter :

a) Le locataire annonce son intention de continuer la location pour l'année suivante : c'est un nouveau bail qui commence ; le coffre-fort sera conservé aux mêmes conditions, ou bien les termes de l'accord fixeront d'autres conditions.

b) Le locataire annonce son intention de ne pas continuer la location, il retire les objets que contenait le local loué ; dans ce cas le bail prend fin ; donc pas de question spéciale à se poser.

c) Le locataire n'a manifesté d'aucune manière son intention ou de finir le bail ou de le continuer ; à la rigueur l'*horrearius* pourrait disposer du local loué à partir du premier janvier ; mais en général il prévient l'intéressé pour qu'il ait à retirer ses *invecta et illata* ; si le locataire, après cet avertissement, ne dit rien, la

location continuera pour l'année suivante aux conditions ordinaires.

Ainsi, la tacite reconduction durerait un an dans la *lex horreorum*. Bien entendu, cette continuation tacite ne se produirait que si l'*horrearius* n'avait pas conclu un autre contrat avec une autre personne. Cette continuation tacite de la location n'est pas extraordinaire, car c'est une règle générale du droit romain que : « *qui, impleto tempore conductionis, remansit in conductione, non solum reconduxisse videbitur, sed etiam pignora videntur durare obligata* ».

La reconstitution de Gatti, que nous donnons page 51, n'est pas la même que la nôtre ; cependant elle n'en diffère pas énormément, car Gatti reconnaît, comme nous et comme tous ceux qui ont commenté la *lex horreorum*, qu'il s'agit dans notre article « de la fin du bail, de la prorogation ou du renouvellement de la location ». Les mots qui nous restent de l'article premier « *ante idus Dec. pensione soluta renuntiet. Qui non insequente anno non transegerit tanti habebit, quanti ejus generis* » nous le prouvent d'une façon très claire.

D'autre part, dans sa reconstitution, Mommsen propose : *quisquis in annum futurum retinere volet quod conduxit* ; nous préférons : *quisquis in annum futurum retinere volet horreum*, car le mot *aliudve* qui se trouve plus loin se comprend bien mieux avec *horreum* qu'avec *quod conduxit* : « que celui qui veut conserver pour

l'année suivante le magasin, le coffre ou quelque'autre chose, etc. ».

§ 3. — De l'article deuxième de la « *lex horreorum* ».

Quisquis in his horreis conductum habet, elocandi et... Quiconque aura loué dans ces magasins, de sous-louer et...

Voilà tout ce qui subsiste de cet article très mutilé et très obscur.

Dans la restitution de Mommsen et de M. Girard que nous adoptons : « *quisquis in his horreis conductum habet, elocandi et substituendi jus non habebit* » il s'agit de la défense de sous-louer ou de céder le bail.

M. Gatti est du même avis : « Le deuxième article contient évidemment la défense de transférer à une autre personne la location et l'usage de la chose louée. »

Cependant, nous constatons, en nous reportant aux deux reconstitutions des pages 51 et 53, qu'elles ne sont pas jusqu'au bout semblables. En effet, notre article deuxième est bien plus court ; pour nous, les mots qui restent dans l'inscription à la neuvième ligne, *custodia non praestabitur* n'en rapportent pas à la faculté de sous-louer, comme nous le verrons en expliquant l'article troisième ; ils forment la fin d'une phrase tout à fait distincte de la précédente, par conséquent, la fin de l'article troisième.

Pour Gatti, au contraire, les mots *custodia non*

praestabitur forment la fin de la phrase commençant par les mots *quisquis in his horreis conductum habet elocandi et...* D'après lui, si le locataire a sous-loué, l'*horrearius* décline toute responsabilité de garde des objets envers le locataire. Cette responsabilité de garde n'existe qu'envers le locataire, elle correspond au loyer qu'il paye : *qui mercedem accipit pro custodia alicujus rei, is hujus periculum custodiae praestat*. « Si, ajoute Gatti, le *conductor* avait cédé à une autre personne la chose louée, soit *elocando*, soit *utendum dando*, l'*horrearius* (le *locator*) ne pouvait pas être engagé également avec des tiers avec lesquels il n'avait pas contracté. »

Nous n'admettons pas cette interprétation, car elle est trop étroite ; de plus le sens de cette restauration est peu satisfaisant ; enfin elle est incomplète ; il faudrait, nous semble-t-il, ajouter que l'*horrearius* ne sera responsable que lorsque la location aura été payée.

A propos de notre article deuxième, M. Scialoja dit ceci : « On peut douter que notre article contienne une défense de sous-louer ou qu'il vise une modalité apportée à la sous-location avec une responsabilité diminuée pour l'*horrearius* ; nous n'avons aucune raison décisive pour admettre l'une ou l'autre de ces deux hypothèses. » Ceci est très vrai, car, nous l'avons vu, en droit commun, la sous-location est permise, le Code de Justinien le dit en toutes lettres (1) : « *nemo prohibetur rem*

(1) IV, 65, 6.

quam conduxit, fruendam alii locare, si nihil aliud convenit. » Dans cette sous-location, qui intervient entre le preneur et le sous-preneur, le premier reste responsable envers le bailleur du paiement de la *merces*.

Dans la *lex horreorum*, avons-nous dit, la sous-location est interdite, le preneur ne peut pas se substituer un tiers : cela peut se justifier aussi naturellement. En effet, le contrat qui lie le bailleur et le preneur présente, à l'égard de ce dernier, un caractère tout à fait personnel : le bailleur n'a traité avec lui que parce qu'il le savait honnête et solvable. Le bailleur n'a donc pas pu consentir d'avance la cession du bail par le preneur, parce qu'il n'a pas voulu qu'on puisse le forcer à laisser entrer dans ses magasins un tiers qu'il ne connaît pas (1).

§ 4. — De l'article troisième de la « *lex horreorum* ».

.....*Custodia non praestabitur.*

..... la garde ne sera pas fournie.

(1) Dans notre Code civil, l'article 1717 prévoit la sous-location : « Le preneur a le droit de sous-louer et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite. » Le bailleur peut donc interdire au preneur de sous-louer ou de céder le bail. Une proposition de loi a été déposée en 1908 par M. Thierry sur les bureaux de la Chambre pour modifier cet article 1717 : « Le bailleur peut se réserver le droit d'agréer ou de refuser la sous-location ou la cession du bail, mais pour les locations industrielles ou commerciales, il doit formuler les motifs de son refus, les contestations seront soumises aux tribunaux de commerce. »

Cet article est l'un des plus importants et des plus intéressants de la *lex horreorum*, aussi allons-nous le commenter longuement. •

Il y est question d'un contrat spécial de garde qui s'ajoute au contrat de location proprement dit.

Dans ce paragraphe quatrième, nous étudierons successivement la responsabilité exorbitante qui incom bait au *nauta* dans le contrat de transport maritime (contrat que nous rapprocherons de notre location des coffres-forts) ; nous y comparerons la responsabilité de l'*horrearius* de droit commun ; nous verrons ensuite celle de l'*horrearius* dans notre *lex horreorum* ; enfin, dans la dernière partie, nous donnerons de l'article troisième une reconstitution qui nous paraît meilleure que celle qu'ont adoptée MM. Mommsen et Girard.

En principe, en droit romain, répondaient, seulement de leur dol, les débiteurs qui rendaient un service gratuit : dépositaires, commodants. Quant aux autres débiteurs qui avaient retiré un avantage du contrat, dont l'obligation n'était pas gratuite (vendeurs, locataires), ils étaient tenus aussi de leur négligence, ils devaient *praestare diligentiam boni patrisfamilias*, agir comme un bon père de famille. Mais à ce principe il y eut des complications : on assimila au *dolus* la *culpa lata* ou faute lourde, qui est une négligence impardonnable que tout le monde est capable d'éviter (par exemple un dépositaire reçoit un esclave enchaîné et le déchaîne ensuite par pitié). Les Romains rangèrent parmi ceux

tenus de leur faute légère : le mandataire qui répondait d'abord de sa faute lourde, le tuteur de l'incapable. On distingua la *culpa levis in abstracto* où le débiteur est comparé au *paterfamilias* idéal et la *culpa levis in concreto* où on le compare à un administrateur ordinaire : l'associé, le copropriétaire, le cohéritier, le mari débiteur de la dot étaient tenus *in concreto*. Dans la *locatio rei* et dans la *locatio operis* le *locator* et le *conductor* répondaient de leur faute légère (*culpa levis in abstracto*) en principe ; mais dans certaines *locationes* il pouvait exister une responsabilité aggravée. Dans ces *locationes* le *locator* ou le *conductor* devait *praestare custodiam*, c'est-à-dire qu'il devait répondre non seulement de sa faute simple, mais encore de certains cas fortuits dans lesquels son fait était étranger, par exemple, du vol ou de la détérioration de la chose qui était sous sa garde ; il n'y avait que des cas de force majeure dont il ne répondait pas (1).

Cette responsabilité exorbitante pouvait être imposée par une clause expresse du contrat, par exemple, dans la vente. C'est ainsi que Gaius (2) nous parle de la *custodia* dans la vente : « *Si res vendita per furtum perierit, prius animadvertendum erit quid inter eos de custodia rei convenerat ; si nihil appareat convenisse, talis custodia desideranda est a venditore qualem bonus*

(1) Le *nauta*, à l'origine, répondait même du cas de force majeure : Dig. IV, 9, 3 § 1.

(2) Dig. de contr. emptione, XVIII, 1, 35, § 4.

paterfamilias suis rebus adhibet ; quam si praestiterit et tamen rem perdidit, securus esse debet, ut tamen scilicet vindicationem rei et conditionem exhibeat emptori. »

Justinien, dans ses *Institutes* (1), nous en donne également un exemple : « *Quod si fugerit homo qui venit aut subreptus fuerit, ita ut neque dolus neque culpa venditoris interveniat, animadvertendum erit, an custodiam ejus usque ad traditionem venditor susceperit. Sane enim, si susceperit, ad ipsius periculum is casus pertinet : si non susceperit securus erit. »*

Donc, dans la vente, on peut *praestare custodiam*, de même dans le contrat de louage un *locator*, un *conductor*, peuvent assumer la *custodia* ; en un mot il n'y a pas de difficultés quand une clause expresse a été insérée dans le contrat.

Mais ne trouve-t-on pas des *locatores* ou *conductores* qui assument de plein droit la *custodia* ?

Il y en a deux catégories :

1° Les *nautae*, *caupones*, *stabularii*, en vertu du *receptum* ;

2° Les *horrearii*.

Tous, à l'inverse des débiteurs ordinaires qui ne répondent que de leur dol ou de leur faute, peuvent se voir imposer une autre responsabilité.

Dans le *receptum nautarum*, comme dans le *recep-*

(1) Liv. III, 23, § 3a.

tum horreariorum, il y a plusieurs personnes en présence.

Dans le transport maritime nous recontrons : le propriétaire du navire, *dominus navis* ; l'armateur, *exercitor* ; le loueur de tout le navire, *locator totius navis* ; des chargeurs qui sont loueurs partiels, *locatores* ; le capitaine ou patron, *magister navis*, *nauta* ; des gardiens, *nauphylaces* ; des matelots, des rameurs, etc... Ces rôles peuvent être joués par une ou plusieurs personnes ; ils peuvent se confondre ; ainsi le *magister navis*, l'*exercitor* et le *dominus navis* peuvent être une seule et même personne ; l'*exercitor* peut se confondre avec le *magister navis*. Tout ceci peut engendrer des difficultés.

Dans la location des coffres-forts nous trouvons : le propriétaire des magasins, *dominus horreorum* ; le loueur de tous les magasins, *locator totorum horreorum* ; le gérant des magasins, analogue au *magister navis*, *horrearius* ; les personnes qui louent des parties déterminées des magasins et qui ressemblent aux chargeurs, *conductores* ; enfin des esclaves chargés de garder les coffres-forts, *custodes*, *cellararii*. Souvent les qualités de *dominus horreorum* et de *locator horreorum* se confondent avec celle d'*horrearius*, ou bien, comme le dit Cujas : « *horrearius est is qui locat horrea sua, vel ea quae ipse conduxit* ».

Dans la *lex horreorum* le *dominus horreorum*, c'est l'Empereur, et l'*horrearius* est l'individu qui a loué en

bloc les magasins de l'Empereur pour les exploiter, les louer à son tour à des particuliers.

Etudions maintenant, successivement, la responsabilité du *nauta*, puis celle de l'*horrearius*.

a) *Responsabilité du « Nauta »*. — L'armateur du navire qui reçoit, pour cause de commerce de transport, des marchandises ou des bagages, est tenu, par un édit du préteur (1), de répondre de tout dommage ou de toute perte des choses qu'il a prises en sa garde. Il n'y a que deux exceptions : a') la perte ou le dommage est survenu par la faute des chargeurs eux-mêmes, b') par un cas absolu de force majeure.

Les *nautae* ont donc une responsabilité exorbitante du droit commun ; cette responsabilité existe soit qu'ils acceptent des marchandises seules, soit des bagages apportés par des passagers (2). D'après Goldschmidt (3) et Partsch (4), la garantie *salvam fore* fournie par le *nauta*, le *caupo* et le *stabularius* a dû d'abord être conclue par voie de stipulation ; celle-ci n'a pu se maintenir

(1) Cet édit et l'action correspondante sont commentés par Ulpien, L. XIV, *ad edictum*, Paul L. XIII, *ad edictum*, Gaius ; Ulpien donne le texte de l'édit sur la matière fr. 1, *princ.*, Dig. *Nautae, caup. stab. ut recepta restituant* « L. IV, 9 : *At praetor : nautae caupones, stabularii quod cujusque saluum fore receperint, nisi restituant, in eos iudicium dabo.* »

(2) Brinz, *contrà*, *Pandekten*, p. 442.

(3) *Das Receptum nautarum*. *Revue de droit commercial*, 1860, t. III, p. 58 à 118 et 331 à 384.

(4) *Zeitschrift der Savigny Stiftung für Rechtsgeschichte*, t. XXIX, 1908, p. 403 à 422 : *der ediktale Garantievertrag durch receptum* (Romanistische Abteilung).

longtemps dans la pratique, car le voyageur ne pouvait pas procéder à cette formalité chaque soir en arrivant à l'auberge ou chaque fois qu'il s'embarquait sur un navire.

De plus, pour que le *nauta* pût s'engager, il fallait qu'il fût présent au contrat, or le plus souvent le chargeur n'avait affaire qu'au préposé du *nauta*, à son fils ou son esclave, ou à un employé *sui juris* de l'*exercitor*. Or si le préposé était le fils de famille ou l'esclave du *nauta*, celui-ci pouvait être tenu par l'*actio adjectitiae qualitatis*, il était tenu en vertu de l'*actio exercitoria* dans la mesure des pouvoirs donnés au préposé. Le fragment 1, § 2 et 3 au Digeste, livre IV, prévoit le cas où un préposé à la garde (*nauphylax*), un garçon de cabine, s'engage pour le *nauta* : celui-ci, dit le texte, sera obligé.

La stipulation n'était donc pas facilement conclue entre les parties. Aussi dans la pratique se contentait-on d'un simple pacte, ou bien, comme le conjecture M. Lenel (1), les *caupones stabularii* faisaient connaître par affiche qu'ils répondaient des bagages qui leur avaient été confiés par les voyageurs : *sarcinae salvae erunt* ; il devait en être de même des *nautae* qui devaient faire afficher ceci sur leurs navires : *ut unusquisque res suas servet*. La promesse du *nauta* : *res salvae fore recipere* résultant d'un simple pacte, il n'y avait plus

(1) Lenel, *Z. d. S. Stif. f. R.*, XII, 1892, R. A., p. 403, n° 1.

de sanction ; le prêteur intervint alors et donna l'*actio recepticia*.

b) *Responsabilité de l'horrearius de droit commun.* — L'*horrearius* est tenu de plein droit, comme le *nauta*, de garantir la *custodia* des choses qu'il a reçues en dépôt. Il y a donc un *receptum horreariorum* sanctionnant un droit exorbitant du droit commun. La responsabilité de l'*horrearius* a une tendance à se modeler sur celle du *nauta*, mais l'évolution ne s'est pas achevée pour l'*horrearius* et sa responsabilité n'a pas été sanctionnée par une action distincte. Tandis qu'en effet le *receptum nautarum*, *cauponum*, *stabulariorum* a une action spéciale, l'*actio recepticia*, le *receptum horreariorum* est sanctionné par l'*actio conducti*, par pacte tacite adjoint à la *locatio conductio* et qui fait corps avec elle ; il y a dans notre *receptum* un engagement accessoire à la *locatio rei*.

Comment expliquer cette différence ? Est-ce, ainsi qu'on l'a dit, parce que les *horrea* étaient d'une date plus récente ? Nous ne le croyons pas. La véritable raison est qu'on a hésité à Rome sur la nature du contrat de transport des marchandises : on se demandait si ce contrat était une *locatio rei* ou s'il était une *locatio operis* ; le jurisconsulte Labéon disait même que ce contrat était un contrat innomé. Au contraire, il n'y a jamais eu de doute sur la nature du contrat de location de coffres-forts : c'était une *locatio rei*. Dans le contrat de transport maritime, il y a *locatio operis faciendi*, le

chargeur est *locator*, le transporteur, *conductor*, la responsabilité incombe au *nauta* ou au *conductor*. Dans le contrat de location de coffres-forts, il y a *locatio rei*, l'*horrearius* est *locator* et le client est *conductor*, la responsabilité incombe au *locator*.

Pour bien examiner cette responsabilité du *locator*, de l'*horrearius*, nous nous servirons des textes du Digeste et des études qu'y ont consacrées des auteurs anciens et modernes.

Notre grand Cujas (1), dans ses *Commentaires*, a étudié soigneusement cette responsabilité de l'*horrearius* ; nous ne pouvons mieux faire que de traduire les passages suivants qu'il y consacre : « Celui qui loue des magasins doit toujours la *custodia* des choses qui ont été déposées dans les *horrea*, de sorte qu'en cas de vol, il est tenu envers le locataire, car il répond de sa faute la plus légère. Mais, en cas de vol avec effraction, il ne doit pas la *custodia* et n'est plus tenu envers le locataire, à moins qu'une clause spéciale ne l'y ait obligé. »

Et plus loin : « L'*horrearius* ne répond pas du dommage causé par un vol avec effraction à moins qu'il ne s'en soit chargé spécialement, car la *custodia* la plus étendue peut garantir l'effraction. Encore bien moins ne répond-il pas du cas de force majeure, de la foudre, bien qu'il ait promis la *custodia*, parce que, contre la force majeure, la surveillance est impuissante, à moins,

(1) *Opera omnia, cum indice a D. Leonardo de Turris* (Neapoli, 1638, 41 vol.), *Commentarii*, vol. 9, de *locato et conducto*, colonne 406.

bien entendu toujours, qu'il n'ait garanti le cas fortuit. Le cas fortuit est celui auquel on ne peut pas résister parce qu'on n'a pas pu le prévoir ; ce sont, par exemple : un incendie, une tempête, une invasion ; le vol, au contraire, n'est pas un cas fortuit. »

Cujas différencie ensuite très soigneusement et très justement la *locatio conductio* et le contrat de dépôt : « Il y a une grande différence entre le dépôt et la *locatio conductio* : dans le dépôt, le depositaire ne reçoit aucun salaire ; l'honneur et le devoir lui suffisent ; au contraire, la *locatio conductio* se reconnaît au loyer qui est payé chaque année par le locataire. Mais, soit dans le dépôt, soit dans le louage, ni le *locator* ni le depositaire ne doivent une *custodia* entière, car ils ne répondent pas, en principe, du vol avec effraction, parce que ce vol se rapproche beaucoup du cas de force majeure. »

Comme nous l'avons dit, en droit romain, on n'a jamais douté que la location des coffres-forts constituât une *locatio rei* : la place des règles du *receptum horreorum* dans le Digeste le prouve amplement (1), et de plus dans la *lex horreorum* il n'est pas question de dépôt.

Chez nous, au contraire, des auteurs et des arrêts ont admis qu'il y avait dans la location des coffres-forts un contrat innomé tenant à la fois du dépôt et du louage.

(1) Ces règles sont contenues dans le Livre XIX du *Digeste* qui traite de la *locatio conductio*, et au *Code* de Justinien dans le livre IV, de *locato et conducto*, 65.

comme l'a jugé le tribunal de commerce de la Seine, le 21 juillet 1899 (1). M. Valéry (2) a réfuté victorieusement cette opinion ; il a montré d'une façon définitive que la location des coffres-forts était une variété du contrat de louage.

En Italie, les règlements de banques parlent de *depositi a custodia* ; la jurisprudence, encore aujourd'hui, fait de la location des coffres-forts un contrat de dépôt, c'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Milan du 22 juillet 1905 (3).

Cujas, dans le premier passage cité plus haut, fait allusion à un texte du jurisconsulte Paul au Code de Justinien (4) : « *Dominus horreorum periculum vis majoris vel effracturae latronum conductori praestare non cogitur ; his cessantibus, si quid extrinsecus ex depositis rebus, illaesis horreis, perit, damnum depositarum rerum sarciri debet.* »

Dans cette constitution, ainsi que le prouve la *Collatio mosaïcarum et romanarum legum* (L. X, fr. 9, § 1) et comme le remarque M. Baron (5), le mot *extrinsecus* doit être placé entre *illaesis* et *horreis*. D'après cela, l'obligation du propriétaire des magasins va jusqu'à le

(1) Consulter aussi Wettstein : *Das Kassenschranksch-Geschäft* (Berne, 1903), p. 28 à 55.

(2) *De la location des coffres-forts*, 1905, p. 14 et suiv.

(3) *Dalloz*, 1906, II, 65 et la savante note de M. Valéry.

(4) C. 1, IV, 65.

(5) *Die Haftung für custodia* (*Archiv für die civilistische Praxis*, 1869, p. 48).

rendre responsable de chacun des dommages que pourraient supporter les choses déposées, quoique le magasin fût intact à l'extérieur.

Paul ajoute, après avoir cité la Constitution dont nous venons de parler : « *satis praepositam constitutionem declarare his, qui horrea locant, majorem vim imputari non posse* (1). »

M. Baron (2) constate qu'il n'y avait pas une concordance entière entre les jurisconsultes romains sur la responsabilité du propriétaire des magasins. On était sans doute complètement d'accord pour dire qu'il était responsable pour un simple vol, que ce vol ait été commis par des domestiques ou bien qu'il ait été causé par l'inattention d'une tierce personne. Mais s'il n'y avait qu'un simple dommage causé aux choses, Julien ne voulait pas que le propriétaire fût responsable (3) : « *Ad eos qui servandum aliquid conducunt aut utendum accipiunt,*

(1) L'empereur Antonin à Julius Agrippinus : « Le propriétaire des *horrea* n'est pas forcé de répondre des risques de force majeure ou de l'effraction des voleurs ; ces deux cas étant mis à part, si quelque chose a péri des choses déposées, les greniers étant intacts extérieurement, le dommage doit être réparé. Paul a alors donné cette consultation : il a répondu que la Constitution déclare clairement à ceux qui louent les greniers que la force majeure ne peut pas être mise à leur charge. »

(2) *Ouvr. cité*, p. 48 et 49.

(3) Fr. 49 au Dig., XIII, 6 : « Il est certain que ceux qui louent une chose pour la garder ou qui l'empruntent pour s'en servir ne sont pas responsables du dommage causé à la chose par un tiers sans aucune raison. En effet nous avons beau avoir soin d'une chose, nous ne pouvons pas empêcher que quelqu'un ne nous cause du dommage sans motif. »

damnum ab alio datum non pertinere, procul dubio est ; qua enim cura aut diligentia consequi possumus, ne aliquis damnum nobis injuria det. »

Marcellus et Ulpien, et leur avis nous semble le meilleur, déclarent que le dommage causé aux choses déposées est analogue à un simple vol ; d'après eux le propriétaire est responsable si ce dommage est causé par un domestique ou l'inattention d'un tiers : «*Sed de damno ab alio dato agi cum eo non posse Julianus ait ; qua enim custodia consequi potuit, ne damnum daretur, sive ipse custos damnum dedit, quae sententia Marcelli probanda est (1).* »

« La position du propriétaire des magasins, ajoute M. Baron, est apparemment une anomalie ; sans avoir promis la garantie d'assurer la sécurité des choses déposées, il en répond et n'est délivré que par la force majeure ; il est notamment responsable de toutes les fautes et de tous les méfaits de ses domestiques, bien qu'il ait apporté le plus grand soin à leur choix, alors que le fermier d'une terre, par exemple, pâtit seulement des fautes de ses gens dans le cas où il s'est rendu coupable de négligence dans leur choix. »

(1) « Cependant, suivant l'avis de Julien, on ne peut pas l'actionner (*qui mercedem accepit pro custodia alicujus rei*) relativement au dommage causé à la chose par un tiers, car malgré tout le soin... Mais Marcellus remarque qu'on peut quelquefois actionner celui à qui on a confié une chose en garde relativement au dommage qui y a été causé, soit parce qu'il pouvait la garder de manière à ce qu'on n'y fit aucun dommage, soit parce qu'il l'a lui-même causé. Cet avis de Marcellus est très juste. »

Donc, comme le prouve le texte de Paul cité plus haut, l'*horrearius* répond du vol sans effraction, mais ne répond ni du cas de force majeure ni du vol avec effraction ou violence, parce qu'ici la garde, la vigilance des gardiens sont peu efficaces.

Au cas d'effraction, l'*horrearius* n'est tenu que d'exhiber les gardiens, ainsi que nous le démontrent la Constitution première au Code de Justinien (L. IV, T. 65), le fragment 55 au Digeste L. XIX, 2, que nous verrons plus loin, et ce texte de Paul dont nous avons cité déjà une partie dans notre Introduction : *effracturae fiunt plerumque in insulis in horreisque, ubi homines pretiosissimam partem fortunarum suarum reponunt, cum vel cella effringitur, vel armarium, vel arca ; et custodes plerumque puniuntur et divus Antoninus Erucio claro rescripsit, ait enim posse eum, horreis effractis, quaestionem habere de servis custodibus, licet in illis ipsius imperatoris portio esset.*

La Constitution quatrième au Code (L. IV, 65) mérite aussi d'être signalée : « *Ex divi Antonini Pii literis certa forma est, ut domini horreorum effractorum, ejusmodi querelas deferentibus custodes exhibere necesse habeant, nec ultra periculo subjecti sunt. Quod vos quoque adito praeside provinciae impetrabitis. Quod si majorem animadversionem exigere rem prehenderit, ad Domitium Ulpianum, praefectum praetorio et parentem meum, reos remittere curabit.*

Sed quia domini horreorum nominatim (etiam ipsi) custodiam repromiserunt, idem exhibere debent (1). »

Cette responsabilité de l'*horrearius* n'était cependant pas immuable, on pouvait a) l'étendre ou b) la restreindre par convention.

a) Cette responsabilité pouvait être étendue, comme nous le prouvent la Constitution première au Code, citée plus haut, et le fragment 55 au Digeste, XIX, 2, de Paul (2) : « *dominus horreorum, effractis et compilatis horreis, non tenetur, nisi custodiam eorum recepit : servi tamen ejus cum quo contractum est, propter aedificiarum notitiam, in quaestionem peti possunt.* »

Ici *recipere custodiam* est synonyme de *recipere salvam fore* dans le contrat de transport maritime. Dans ce texte, on voit que l'*horrearius* a promis la garde même contre l'effraction et le pillage, cette promesse n'empêche pas l'*horrearius* de soumettre ses esclaves à la question.

(1) Comme explication de ce texte, nous ne pouvons mieux faire que de citer celle que Cujas lui a consacrée : « *effractores quidem puniuntur in urbe a praefecto vigilum. Verum cum res exigit majorem animadversionem, a praefecto vigilum ad praefectum urbi. Nam praefectus vigilum merum imperium non habuit. Sic in provinciis cum res exigebat majorem animadversionem noxii remittebantur a praeside provinciae ad praefectum praetorio. Ex qua colligitur praesidem majorem animadversionem non habuisse, nec in omnibus casibus animadvertendi aut coercedi jus illi fuisse.* »

(2) « Le maître des magasins n'est pas tenu de leur effraction et de leur pillage à moins qu'il n'ait assumé leur garde, cependant les esclaves de celui avec qui le contrat a été passé peuvent être réclamés pour la question à cause de leur connaissance des lieux. »

Le mot *custodia* peut donc être pris dans deux sens : un sens large qui englobe la responsabilité des effractions et des vols avec violence, puis un sens étroit qui n'englobe que la faute et la responsabilité des vols simples.

Il ne faut pas confondre l'*horrearius locator* et le *locator totorum horreorum* qui est *conductor* ; ils n'ont pas la même responsabilité : « *ex hoc intellige, alium fuisse horrearium, et alium horrei dominum. Nam horrearius horreum conduxerat ab horrei domino, et ipse rursus id alii locaverat* (1). »

Le jurisconsulte Labéon nous dit aussi au fragment 60, par. 9 (Digeste, XIX, 2, *Locati conducti*) : *rerum custodiam, quam horrearius conductoribus praestare deberet, locatorem totorum horreorum horreario praestare non debere puto, nisi in locando aliter convenerit.*

Cujas nous explique également la différence entre ces deux responsabilités : L'*horrearius* est celui qui a loué les *horrea* au propriétaire, puis l'*horrearius* les loue lui-même à des particuliers qui y mettent leurs objets à garder. L'*horrearius*, lui, doit la *custodia* à ses locataires tandis que le propriétaire des magasins n'est pas tenu envers l'*horrearius* de la *custodia* parce qu'il n'a rien promis de garder.

On le voit par ces textes, le propriétaire qui loue les

(1) Basilici, XX, 1, c. 63, sch. 10, édition Heimbach, p. 138.

horrea ne répond que de sa faute, il ne doit pas la *custodia*, car la location du magasin par le propriétaire à l'*horrearius* constitue une location ordinaire ; au contraire l'*horrearius* doit la *custodia* à ses *conductores* parce que, ainsi que nous l'avons vu, dans le *receptum horreariorum*, les *horrearii* assument de plein droit la *custodia*.

b) La responsabilité de l'*horrearius* peut aussi être restreinte.

C'est ainsi que l'*horrearius* peut stipuler qu'il ne répondra pas de la perte ou du vol des choses particulièrement précieuses, comme le prouve ce texte de Labéon (1) : « *Locator horrei propositum habuit se aurum, argentum, margaritam non recipere suo periculo : deinde eum sciret has res inferri, passus est. Proinde eum futurum tibi obligatum dixi, ac si propositum fuit, remissum videtur.* »

Par conséquent, dans la pratique, l'*horrearius* limitait son obligation de *custodia* par affiche ; il stipulait qu'il ne répondait pas de la perte ou du vol de l'or, de l'argent, des perles. Le fondement de la responsabilité exceptionnelle apparaît ici : l'*horrearius* est tenu en vertu d'un pacte tacite et son consentement tacite au dépôt prohibé est censé abolir son affiche ; un autre pacte est censé intervenu.

(1) Le bailleur du magasin a affiché qu'il ne recevrait pas à ses risques, l'or, l'argent, les perles ; ensuite quand il a su qu'on apportait chez lui ces objets et qu'il les a tolérés, j'ai dit qu'il serait responsable envers toi tout comme si ce qui a été affiché était tenu pour non avenu » (Dig. XIX, 2, fr. 60 § 6).

Pour terminer l'étude de la responsabilité de l'*horrearius*, il nous faut encore envisager quelques hypothèses particulières prévues par des textes du Digeste.

Le jurisconsulte Ulpien nous cite l'hypothèse suivante : « *Celsus scribit : « si quis merces quas exvehendas conduxit, in horreo posuit, cum conductore ad exhibendum agi potest : item si mortuo conductore heres existat, cum herede agendum ; sed si nemo heres sit, cum horreario agendum : nam si a nullo, inquit, possidentur verum est aut horrearium possidere aut certe ille est qui possit exhibere. Idem ait : quomodo autem possidet qui vehendas conduxit ? an quia pignus ? tenet quae species ostendit etiam eos, qui facultatem exhibendi habent, ad exhibendum teneri (1). »*

Il est question ici d'un individu qui a loué des marchandises pour les transporter, puis qui les met en sûreté dans un magasin loué à un *horrearius*. Celse dit alors que le propriétaire des marchandises pourra intenter l'action *ad exhibendum* d'abord contre le transporteur

(1) Cujas nous explique très bien l'hypothèse visée dans ce texte : « *Quidam conduxit merces vehendas certâ mercede, deinde eas merces posuit in horreo conductitio custodiae causâ : dominus mercium cum eo qui conduxit merces vehendas, vel cum herede ejus aget ad exhibendum qui eas merces possidet, et quidem naturaliter, videlicet quasi creditor pignoris jure : nam merces sunt tacite pigneratae pro vecturâ, merito ergo tenetur ad exhibendum : sed quid si mortuus sit nullo herede relicto, quid si a nullo possidentur merces, cum quo agetur ad exhibendum ? Cum horreario, qui ei locaverat horrei partem, quia verum est eum possidere : sed mutat sententiam dum ait aut certe. Sententia haec est : horrearius non possidet merces, quia nec habet animum possidendi. Sed et si dixeris non possidere, tamen ille est qui exhibere potest et tenetur igitur ad exhibendum. » Op. omnia, vol. VII, col. 609.*

puis à sa mort contre son héritier. Mais qu'arrivera-t-il si ce transporteur meurt sans laisser d'héritier? Eh bien, l'action *ad exhibendum* sera intentée contre l'*horrearius* parce que c'est lui qui les possède, ou tout au moins c'est lui qui peut les représenter.

Une autre question est résolue par Papinien au fragment 74 (Digeste, XVIII, 1, *de contrahenda emptione*). « *Clavibus traditis, ita mercium in horreis conditarum possessio tradita videtur, si claves apud horrea traditae sint : quo facto confestim emptor dominium et possessionem adipiscitur etsi non aperuerit horrea : quod si venditores merces non fuerunt, usucapio confestim inchoabitur*. Ce texte nous donne une des manières d'acquérir la possession juridique des objets enfermés dans des magasins publics ; non seulement la possession des choses contenues dans ces magasins est acquise quand le vendeur en a donné les clefs à l'acheteur et lui a ouvert les magasins, mais il suffit simplement qu'il livre les clefs « près des magasins » et tout de suite, *confestim*, l'acheteur *dominium et possessionem adipiscitur* (1). Cela est tout à fait juste, car ici l'acheteur a bien eu la possibilité physique d'agir sur l'objet. En réalité ce

(1) L'article 1606 de notre *Code civil* nous dit : « La délivrance des effets mobiliers s'opère : ou par la tradition réelle ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent » ; il aurait dû ajouter « dans le voisinage des bâtiments ; de plus il dit « ou par la tradition réelle ou par la remise des clefs », mais la remise des clefs est bien une tradition réelle.

texte s'occupe du vendeur et de l'acheteur, mais nous ne doutons pas qu'on puisse l'appliquer à l'*horrearius* et au *conductor* de coffres-forts. Nous dirons donc que quand l'*horrearius* aura remis les clefs du coffre, de l'*armarium* à son locataire, près des *horrea*, le locataire aura acquis la possession juridique de ce coffre.

c) *Responsabilité de l'« horrearius » dans la « lex horreorum » et restitution de l'article troisième.* — *Custodia non praestabitur* sont les seuls mots qui nous restent de cet article. De quelle clause s'agit-il ici ? Faut-il limiter cette *custodia* à certains biens ; faut-il préciser les conditions auxquelles l'*horrearius* l'assumera, ou bien faut-il la supprimer complètement ?

Il ne peut pas être question d'une clause écartant la responsabilité de l'*horrearius* en cas de vol avec effraction, car de droit commun, cette responsabilité extrême ne pèse pas sur lui.

D'après M. Huvelin, et nous adoptons pleinement son opinion, il faut nous reporter au texte de Labéon (fragment 60, § 6 au Digeste, XIX, 2, cité plus haut). Nous y avons vu que l'*horrearius* faisait afficher des clauses excluant sa responsabilité en cas de vol d'or, d'argent, de perles. La clause de l'article troisième serait alors celle-ci : *Auri, argenti, margaritarumque custodia non praestabitur*.

Cette restitution, en effet, est rationnelle. Elle donne le même nombre de lettres que celles de Mommsen et Girard ; de plus elle s'appuie sur un texte très impor-

tant et très sûr du Digeste ; enfin elle ne fait pas double emploi avec la disposition de l'article 7, reproche qu'on peut adresser à la restitution admise par M. Girard.

La version de MM. Mommsen et Girard, qui fait difficulté, est celle-ci : *Invectorum in haec horrea custodia non praestabitur*, « la garde des choses apportées dans ces magasins ne sera pas fournie ». Il ne faut pas traduire : l'*horrearius* ne répondra pas des choses apportées dans les magasins, car il faut concilier cela avec l'article 7 : « la direction n'est pas obligée, moyennant le prix du loyer, de faire surveiller et garder les locaux, casiers, coffres-forts loués ».

Il y avait dans les *horrea Caesaris* des gardiens, *custodes*, chargés d'en surveiller l'intérieur : c'étaient des esclaves du propriétaire des magasins ; nous avons vu qu'il y en avait aussi dans les navires et qu'on les nommait *nauphylaces*. Ces *custodes* ne veillaient que sur une partie déterminée des *horrea*, et moyennant une rémunération fixée, payée en dehors du loyer du local. Ceci s'impose avec la restitution du texte, car l'article 3 doit être rapproché de l'article 7, qui est mutilé, et dont le sens n'est guère douteux : l'*horrearius* y déclare clairement qu'il décline toute responsabilité pour les *invecta* qui n'ont pas été assignées à un gardien. Le sens de cette assignation ressort de la comparaison avec ce que nous dit Ulpien du *nauta* (1) : *recipit autem salvum fore*,

(1) Dig. IV, 9, 1, § 8.

utrum si in navem res missae ei adsignatae sunt, an etsi non sint adsignatae, hoc tamen ipso quod in navem missae sunt, receptae videntur? Et puto omnium eum recipere custodiam, quae in navem illatae sunt; et factum non solum nautarum praestare debere, sed et vectorum.

Quelles étaient les marchandises reçues *salvas fore*? A défaut de clauses précises, on discutait si le patron répondait de toutes les marchandises ou de celles qui lui avaient été déclarées. Ulpien dit que le patron répond de toutes les marchandises; une clause expresse, d'ailleurs, aurait pu être introduite par le patron dans laquelle il aurait averti qu'il ne répondrait que des marchandises à lui déclarées. C'est précisément ce qu'a fait l'*horrearius* dans notre *lex horreorum*, dans l'article 7, il dit qu'il ne répondra que des objets à lui déclarés.

La restitution de MM. Mommsen et Girard reste donc conjecturale. En admettant même leur opinion, c'est-à-dire en admettant que l'*horrearius*, dans l'article 3, ne répondra pas des choses apportées par les locataires de coffres-forts, il faudrait y ajouter quelques mots. Il nous semble que cette restitution serait bien meilleure : *invectorum, pensione non soluta, custodia non praestabitur*, « la garantie des choses apportées par les locataires ne sera fournie qu'une fois que le loyer aura été payé. » Nous remplaçons *in haec horrea*, qui ne se justifient pas suffisamment, — le mot *invectorum* employé tout seul étant assez explicite — par *pensione non soluta*. Et cela se justifie aisément : l'*horrearius* ne consentira à garan-

tir les choses de ses locataires que si ceux-ci ont payé leur loyer.

Nous rejetons donc la solution proposée par MM. Mommsen et Girard :

« *Invectorum in haec horrea custodia non praestabitur.* »

Et il nous reste, pour l'article 3, deux solutions :

D'abord, celle de MM. Mommsen et Girard, mais ainsi modifiée :

« *Invectorum, pensione non soluta, custodia non praestabitur.* »

Ensuite celle de M. Huvelin :

« *Auri, argenti, margaritarumque custodia non praestabitur.* »

§ 5. — De l'article quatrième de la « lex horreorum ».

« *Quae in his horreis invecta illata erunt, pignori erunt horreario, si quis pro pensionibus satis ei non fecerit.* »

« Les choses apportées ou transportées dans ces magasins seront le gage du directeur si quelqu'un ne lui donne pas satisfaction pour les loyers. »

Dans la restitution de M. Gatti, comme dans celle que MM. Mommsen et Girard adoptent, l'article quatrième contient la convention de gage sur les choses apportées dans les magasins, comme garantie, pour l'*horrearius*, du paiement du loyer, de la *pensio*. Les

mots *invecta* et *illata* désignent tout ce que le locataire a introduit dans les lieux loués et qui (1) : « *pignori sunt pro pensionibus donec merces soluta aut satisfactum sit* ».

M. Gatti donne, pour l'article 4, cette restitution : « *Quae in his horreis invecta, illata, importata fuerint, horreario pignori erunt pro pensionibus de quibus satis ei factum non fuerit.* »

Il nous semble que le mot *importata* est bien inutile ici, car les mots *invecta*, *illata*, suffisent amplement pour désigner clairement les objets déposés dans les magasins de l'empereur. De plus les mots *factum non fuerit* proposés par M. Gatti, ne peuvent certainement pas trouver place dans l'espace compris entre les lettres E et IT ; il est impossible de mettre à cet endroit les quinze lettres de ces trois mots ; au contraire les dix lettres des deux mots *non fecerit* que M. Girard restitue y trouvent facilement place.

Nous préférons donc la restitution qui est en tête de notre paragraphe : « *Quae in his horreis invecta illata erunt, pignori erunt horreario, si quis pro pensionibus satis ei non fecerit.* Les *invecta* et *illata* serviront de gage à l'*horrearius* en cas de non paiement du prix de location ». Ce pacte était tacitement convenu entre les parties, comme nous le prouve ce passage d'Ulpien (2) : « *Si horreum fuerit conductum, vel deversorium, vel*

(1) Dig., XX, 2, 2.

(2) Dig., XX, 2, 3.

arca, tacitam conventionem de invectis illatis etiam in his locum putat Neratius : quod verius est. »

L'engagement, à titre de sûreté réelle, des meubles qui garnissent la chose louée est très fréquent à Rome, il n'est donc pas surprenant de rencontrer une pareille convention dans la *lex horreorum*.

C'est ainsi que dans les *Institutes* (1) nous lisons : « *Interdictum quoque quod appellatur Salvianum, adimpiscendae possessionis causâ comparatum est, eoque utitur dominus fundi de rebus coloni quas is pro mercedibus fundi pignori futuras pepigisset.* »

Le propriétaire rural avait ainsi à sa disposition un interdit particulier, l'interdit Salvien, qui lui permettait d'entrer en possession des choses que le fermier avait affectées spécialement au paiement des fermages. Mais cela n'était pas suffisant, le bailleur n'avait ce droit que contre le colon et non contre les tiers détenteurs : pour combler cette lacune une action réelle fut créée, l'action Servienne. Cette action avait pour but de permettre au propriétaire d'un bien rural la revendication, contre tous les tiers détenteurs, des meubles que le fermier avait destinés à la sûreté des fermages : *Serviana experitur quis de rebus coloni, quae pignoris jure pro mercedibus fundi ei tenentur* (2).

Enfin, au milieu du 1^{er} siècle, intervint l'action quasi-servienne ou hypothécaire qui fut accordée à tous les

(1) *Institutes*, IV, 15, § 3 *in fine*.

(2) *Institutes*, IV, 6, 7.

créanciers quelconques. Quant au bailleur de biens urbains il pouvait se faire affecter à la sûreté des loyers le mobilier de son locataire, et cela sans besoin d'une remise matérielle, il avait sur ce mobilier, en vertu d'un simple accord de volontés, le droit de rétention qui résulte, dans le gage, de la remise de la chose. C'est ce que nous prouve ce passage de Neratius : « *Eo jure utimur, ut quae in praedia urbana inducta illata sunt, pignori esse credantur, quasi id tacite convenerit* (1). »

A Rome, le créancier gagiste est possesseur du gage : « *pignus, manente proprietate debitoris, solam possessionem transfert ad creditorem* » (2). Si le débiteur réclame le gage, avant d'avoir complètement donné satisfaction à son créancier, il ne pourra pas triompher, car son action n'est pas fondée : l'obligation de restituer n'a été faite par le créancier que pour le jour du remboursement. Pour conserver la possession, pour la défendre contre les attaques, le créancier a les interdicts possessoires. Et le préteur ne les lui donne pas seulement *utilitatis causa*, mais directement, comme sanction de son droit de possession. S'il s'agit, comme dans notre *lex horreorum*, de choses mobilières données en gage, ce sera l'interdit *utrubi* en cas de simple trouble et l'interdit *unde vi* en cas de dépossession violente. D'après cela, l'*horrearius* gagiste est possesseur des choses déposées dans ses magasins, il a les interdicts

(1) Dig., XX, 2, 4, et Dig., IV, 65, 5.

(2) Dig., XIII, 7, 35.

contre son locataire et contre tous ceux qui viendraient troubler sa possession. Si le locataire veut enlever tous les objets qu'il a déposés dans l'*armarium* loué, sans payer le loyer, la *pensio*, l'*horrearius* pourra les retenir et se servir des interdits *utrubi* et *unde vi* s'il y a violence.

Il pourrait se servir contre le locataire et les tiers acquéreurs de l'action hypothécaire, sauf difficulté de la preuve, car il ne lui sera pas facile de connaître la consistance des objets déposés.

Si le locataire voulait revendiquer les objets déposés dans l'*horreum*, l'*horrearius* le repousserait par l'*exceptio pigneraticia*.

L'*horrearius* a le *jus possidendi* et le *jus retinendi*, mais il n'a pas le *jus distrahendi* : il ne peut pas vendre les objets mis en gage pour se payer. Au temps de Nerva (96-98 ap. J.-C.) le gage ou l'hypothèque n'emportent pas de plein droit le *jus distrahendi* car le droit de vendre ne fut pas d'abord de l'essence de l'hypothèque. Quand le prêteur avait créé ce mode de sûreté réelle, il n'avait pas attribué, *ipso jure*, au créancier le droit de vendre ; il n'était question que de la possession dans la formule de l'action hypothécaire ; il fallait une clause expresse permettant au créancier de vendre la chose s'il n'était pas payé à l'échéance : « *si convenit de distrahendo pignore, sive ab initio, sive postea, non tantum venditio valet, verum incipit dominium rei habere.* »

Cette clause expresse jointe à la constitution du gage

fut nécessaire jusqu'à Gaius (1). C'est à partir d'Alexandre Sévère, à la fin du II^e siècle, que la clause de *distractio* devenue de style, est sous-entendue : « *sed etsi non convenerit de distrahendo pignore, hoc tamen jure utimur, ut liceat distrahere : si modo non convenit, ne liceat.* »

L'*horrearius* peut donc retenir les objets déposés par le locataire, mais non les vendre. Et il ne peut pas non plus les retenir, si la *pensio*, le loyer a été payé, car de tous les droits du débiteur, le principal est celui d'exiger la restitution de l'objet donné en nantissement quand il a désintéressé son créancier, au moyen d'un paiement effectif ; celui-ci doit rendre les choses mêmes qui lui ont été données en nantissement.

Si l'*horrearius* voulait retenir les objets déposés par le locataire une fois la *pensio* payée, celui-ci aurait contre lui l'interdit *de migrando* (2) : « *hoc interdictum proponitur inquilino, qui soluta pensione, vult migrare.* »

Enfin l'*horrearius* avait un autre avantage : le prix du loyer payé par le locataire, la *merces horreorum*, était considéré comme créance privilégiée : elle passait avant toutes les autres dettes du locataire, même avant celles qu'il avait pu contracter antérieurement, comme nous le prouve le texte suivant : « *tantumdem dicetur et si merces horreorum, vel areae, vel vecturae jumentorum debetur : nam et hic potentior erit* (3).

(1) *Institutes*, II, 64.

(2) *Dig.*, 43, 32.

(3) *Dig.*, XX, 4, 6 § 2

§ 6. — De l'article cinquième de la « lex horreorum ».

Quisquis in his horreis conductum habet et sua.....
. fuerit venia.

Cet article cinquième est très énigmatique, une seule restitution complète en a été donnée jusqu'à ce jour, celle de M. Gatti que nous allons exposer en détail, qui est très ingénieuse, mais que cependant nous repoussons.

La restitution de M. Gatti est la suivante : « *Quisquis in his horreis conductum habet et sua impensa refece-rit, ornaverit, tollendi quod adjecit jus non habebit, nisi ei data fuerit venia.* »

« Quiconque a loué dans ces magasins et a réparé ou orné, à ses frais, le local loué, ne peut pas enlever ces embellissements sans une permission du directeur. »

Pour M. Gatti, cette *venia*, cette permission qui doit être accordée au *conductor horreorum* se réfère aux travaux que le locataire a fait exécuter dans le local loué, soit pour le réparer, soit pour l'embellir, soit pour tout autre motif, « *alle opere da lui (conductor) aggiunte nel fondo tenuto in affito, o per ristauero, o per adornamento, o per qualsivoglia altro titolo* (1). Et il nous cite ce texte d'Ulpien (2) : *si inquilinus ostium, vel*

(1) *Ouvrage cité*, p. 125.

(2) Dig., XIX, 2, 19, § 4 : « Quelle est l'action donnée à un locataire qui a ajouté à la maison des portes ou qui y a fait faire quelques travaux ? Labéon dit avec raison que le locataire a l'action

quaedam alia aedificio adjecerit, quae actio locum habeat? Et est verius quod Labeo scripsit, competere ex conducto actionem, ut ei tollere liceat; sic tamen, ut damni infecti caveat, ne in aliquo, dum aufert, deterio-rem causam aedium faciat; sed ut pristinam faciem aedibus reddat. » Il ajoute : « de même que l'*inquilinus*, une fois la location finie, devait remettre dans l'état primitif la chose et ne pouvait pas emporter ce qu'il y avait ajouté à ses frais, à moins qu'une telle séparation ne détériorât pas grandement le fonds, de même dans le bail d'une partie des magasins publics le locataire ne pouvait pas enlever ce qu'il avait ajouté (*tollere quod adjecit*) à moins d'un pacte exprès en ce sens, et pourvu que la chose louée restât entière et sauve. »

Nous avons parlé, dans notre Introduction, d'un coffre-fort trouvé à Pompéi ; ce coffre-fort est orné de feuillages et de bas-reliefs en bronze ; on y voit six figures bien sculptées dans un encadrement en feuilles de lierre. Cet usage d'orner les coffres forts privés devait exister aussi pour les coffres-forts loués dans les magasins publics ; on devait les modifier, les embellir, prétend M. Gatti.

Cette opinion nous paraît fort peu défendable. Il est peu probable, en effet, que le locataire ait voulu faire

ex conducto qui lui permet d'enlever ce qu'il a ajouté : cependant il doit donner caution et réparer le dommage qu'il pourra causer en enlevant ainsi ce qui est à lui, parce qu'il ne doit pas détériorer la maison en enlevant ce qu'il y a mis, mais seulement la remettre dans son état primitif. »

des embellissements artistiques et coûteux à un coffre-fort placé dans un magasin public, dont il ne se servait pas très souvent et que personne ne pouvait voir et admirer. Passe encore si le locataire pouvait espérer avoir un jour à sa disposition le coffre-fort, s'il pouvait l'acheter, mais rien de tout cela ne se produisait : il avait simplement loué le coffre-fort qui restait, pour toujours, dans la propriété de l'*horrearius*. Avec cette opinion, celui-ci aurait fini par s'enrichir et par posséder une collection tout à fait remarquable de coffres-forts sculptés et ouvragés qu'il aurait pu revendre ensuite très cher, grâce aux travaux qu'y auraient fait exécuter ses locataires !

De quoi parlait donc notre article 5 ?

D'après M. Esmein (1), ce chef de la loi se rapportait au même ordre d'idées que le chef précédent. « Ce dernier établissait une hypothèque au profit de l'*horrearius* sur tous les *invecta et illata* du locataire ; mais nous savons que tant que le loyer d'une maison ou d'un local n'était pas payé, en principe, le locataire n'avait point le droit d'enlever les objets mobiliers apportés par lui et sur lesquels il avait conféré hypothèque au *locator*.

Et M. Esmein nous cite ce passage de Labéon (2) :

(1) *Ouv. cité*, p. 164.

(2) Dig., XLIII, 32, 1, § 4 : « Si le loyer est encore dû, Labéon dit que le locataire ne peut pas se servir de cet interdit à moins qu'il n'offre de payer la *pensio*. Ainsi s'il a payé un semestre et qu'il doive l'autre, il ne pourra pas se servir de l'interdit à moins qu'il ne paye

« *Si pensio nundum debeatur, ait Labeo, interdictum hoc (de migrando) cessare, nisi paratus sit eam pensio-nem solvere. Proinde si semenstrem solvit, sexmenstris debeatur, inutiliter interdicet, nisi solverit et sequentis sexmenstris; ita tamen si conventio specialis facta est in conductione domus, ut non liceat ante finitum annum, vel certum tempus migrare.* » Puis il ajoute : « Probablement notre *lex* ne faisait que répéter cette règle pour affirmer que l'*horrearius* entendait bien s'en prévaloir en ajoutant que cependant la permission d'enlever les objets pourrait être accordée suivant les cas. »

Il nous paraît certain, en effet, qu'il devait être question dans cette partie de notre texte du paiement de la *pensio* : dans l'article 6 il en est aussi question comme dans l'article 4, on peut donc supposer très vraisemblablement que l'article 5 est le complément de l'article 4.

Nous avons dit que l'*horrearius* ayant droit de gage avait droit de rétention sur les *invecta et illata* ; il était donc bon, normal, de sa part, de prévenir, d'avertir le locataire de soumettre la sortie des *invecta et illata* à son contrôle. Il était juste que l'*horrearius* annonçât que rien ne sortirait des magasins sans que le loyer fût payé et sans son autorisation expresse.

C'est avec cette idée que la restitution de M. Huve-

les derniers six mois. Ici on suppose qu'il y a eu une convention lors de la location de la maison, d'après laquelle le locataire ne pourra pas sortir avant l'année ou avant un certain terme. »

lin est faite ; nous proposons par conséquent avec lui :
« Quisquis in his horreis conductum habet et sua tollere volet, pensione nondum soluta, jus tollendi non habebit, nisi ei data fuerit venia. »

« Quiconque ayant loué dans ces magasins voudra enlever les objets déposés dans son coffre, sans avoir payé son loyer, ne pourra pas le faire à moins d'une autorisation expresse donnée par le directeur. »

Même au point de vue matériel, au point de vue du nombre de lettres, notre restitution est au moins aussi juste que celle de M. Gatti, car elle contient le même nombre de lettres, par conséquent elle peut facilement être contenue dans l'espace qui devait exister dans la partie manquante de notre plaque de marbre.

§ 7. — De l'article sixième de la « *lex horreorum* ».

Quisquis in his horreis conductum habet, pensione solutà chirogr....

L'avant-dernier article de la *lex horreorum* est obscur, car la fin ne nous en est pas parvenue. Le dernier mot qui nous en reste à la onzième ligne est un abrégatif : *chirogr.* Comme, avant *chirogr.*, nous lisons : *pensione solutà*, on peut supposer qu'il s'agissait de la quittance du loyer. Le sens de notre article 6 serait alors le suivant : il faut produire la quittance du loyer pour que les gardiens laissent emporter les *invecta* et *illata*. C'est ce qu'admettent en effet MM. Mommsen et Girard

dans leur restitution : « *Quisquis in his horreis conductum habet, pensione soluta, chirographo liberabitur.* »

« Quiconque aura loué dans ces magasins et aura payé sa location sera libéré par une quittance. »

Nous sommes également de cet avis (1), car il est juste de supposer que le locataire, après avoir payé l'*horrearius* se faisait donner par celui-ci un écrit constatant le paiement, de façon à ne pas s'exposer à payer une seconde fois la *pensio*.

Pour M. Gatti aussi l'article 6 vise la quittance du loyer, mais, d'après lui, le nom de l'*horrearius* qui délivrait la quittance devait se trouver sûrement dans notre texte, et il restitue : « *Quisquis in his horreis conductum habet, pensione soluta, chirographum horrearii sibi dari curet et res inlatas efferat.* »

« Quiconque ayant loué dans ces magasins devra, pour pouvoir emporter ses objets, se faire délivrer une quittance du prix par l'*horrearius*. »

Les quatre derniers mots de cette restitution, d'après nous, sont inutiles, mais ceux qui précèdent sont très vraisemblables.

Au point de vue matériel, les mots *chirographum horrearii sibi dari curet* peuvent très bien être contenus dans la douzième ligne.

(1) Toutefois nous faisons une réserve sur le mot *liberabitur* ; pour nous, après *chirogr.* il devait y avoir encore plusieurs mots et non un seul, et nous reconnaissons qu'au point de vue matériel la restitution de Gatti est préférable, mais en supprimant *et res inlatas efferat*.

Le *chirographum* visé dans notre article 6 est un acte qui constate un paiement ; il correspond à l'*instrumentum*, à l'*epistola*. Au contraire, chez les Grecs, et, d'après ce que nous dit Gaius (1), chez les pérégrins, c'était un contrat littéral.

Dans la *lex horreorum* il s'agit d'une quittance délivrée par l'*horrearius* au locataire pour prouver qu'il a bien payé la *pensio*.

En 1875, on découvrit à Pompéi, dans la maison d'un banquier, nommé Jucundus, une caisse remplie d'actes inscrits sur des tablettes et contenant des quittances de paiement (2).

Dans l'une de ces quittances (3) nous avons un acte impersonnel qui énonce simplement que le créancier : *habere se dixit, numeratam dixit se accepisse*.

Dans les autres quittances que cite M. Girard, dans ses *Textes*, c'est le créancier lui-même qui écrit avoir reçu : *scripsi me accepisse*, ou bien quelqu'un qui écrit avoir reçu sur son ordre : *scripsi rogatu L. Titii, eum accepisse*. Ces dernières sont scellées par le créancier d'un sceau qui a pour but, comme le sceau du moyen âge et comme notre signature actuelle, de les lui rendre opposables.

Le nombre des témoins et des cachets n'était pas le même dans les deux quittances : dans la première, sept

(1) Gaius, 3, 134.

(2) Girard, *Textes*, p. 822 et suiv.

(3) *Ibid.*, 1, p. 822.

témoins, souvent huit, intervenaient, et huit cachets étaient apposés ; puis le cachet du créancier venait s'y ajouter ; dans les secondes, il n'y avait que cinq cachets et trois témoins, quelquefois même pas de témoin du tout.

Il devait s'agir dans la *lex horreorum* d'une quittance de la deuxième catégorie ; l'*horrearius*, selon nous, déclarait par exemple : *scripsi me accepisse a L. Titio, conductore meo, pecuniam ob pensionem suam*.

Un texte de Paul (1) que nous avons eu l'occasion de signaler, dans notre paragraphe 1^{er}, prévoit le cas de locataires de coffres-forts qui sont restés longtemps sans payer leurs loyers et sans donner de leurs nouvelles : « *diu non apparentibus nec ejus temporis pensiones exsolventibus conductoribus*. » L'*horrearius* ne veut pas que cette situation s'éternise ; il désire faire ouvrir les coffres-forts qui ont été loués et inventorier leur contenu : *aperire et ea quae ibi sunt describere*. Paul lui indique la conduite à tenir : « *A publicis personis, quorum interest, audiendi sunt ; tempus autem in hujusmodi re biennii debet observari*.

Par *publicae personae*, Paul désigne le *praefectus vigilum*, qui, sans être un magistrat (2), jouissait de nombreuses et importantes attributions. D'abord il était le chef des vigiles (3) qui étaient chargés de l'extinction

(1) Fr. 56, Dig., XIX, 2.

(2) Pomponius, Dig., I, 2, 2, 19 : « *praefectus annonae et vigilum non sunt magistratus sed extra ordinem utilitatis causa constituti sunt*. »

(3) Paul et Ulpien, Dig., I, 15, 4, 2, 3.

des incendies de Rome. Il avait ensuite la direction de la police de sûreté, de la police nocturne (1) en particulier ; il devait spécialement s'inquiéter des voleurs de bains publics et des esclaves fugitifs (2) ; Hadrien lui donna en outre la surveillance des carrefours. Il connaissait de certains crimes (3), il jugeait en matière de vol simple (4), faisait même exécuter des esclaves (5). Enfin, en procédure civile, on avait recours à lui dans les affaires où la force publique avait à intervenir, dans les affaires entre propriétaires et locataires (6) et, en général, dans toutes celles où les parties avaient tendance à se faire justice à elles-mêmes (7).

Le texte de Paul que nous citons, se réfère à un de ces cas : l'*horrearius* devra donc s'adresser au *praefectus vigilum* pour pouvoir faire ouvrir et inventorier le coffre de son locataire, mais ce n'est qu'au bout de deux ans, après la disparition du locataire, que cet inventaire pourra être fait, c'est-à-dire quand on sera bien sûr que le locataire ne reviendra plus.

Droits des créanciers du locataire. — Les objets que

(1) Dig., I, 15, 3, 3.

(2) Dig., I, 15, 4.

(3) Paul, Dig., I, 15, 3, 1 : « *cognoscit praefectus vigilum de incendiariis, effractoribus, furibus, raptoribus, receptatoribus.* »

(4) Dig., 47, 2, 56, 1, 18, 1.

(5) Dig., XII, 4, 15.

(6) Pomponius, Dig., I, 2, 2, 33, et Paul, Dig., XX, 2, 9.

(7) Le *praefectus vigilum* a même joué parfois un rôle politique : en 269, pendant le conflit entre Claudius et Tetricus, le *praefectus vigilum* de Rome en Narbonnaise est revêtu d'un commandement extraordinaire. C. I. L., XII, 2228.

le locataire a déposés dans son coffre-fort restent sa propriété ; l'*horrearius* n'acquiert sur eux aucun droit, si ce n'est le droit éventuel de rétention et le droit de préférence dont il se servira quand il lui sera dû des loyers non payés. Ce locataire peut avoir des créanciers ; ces créanciers apprenant que leur débiteur a des biens enfermés dans un coffre-fort pourront-ils se faire payer sur ses biens ? Certainement oui, car il est équitable que les objets qu'un individu dépose dans un *armarium* pris en location restent soumis au droit de gage général de ses créanciers. Un texte d'Ulpien nous renseigne très clairement à ce sujet. Ulpien, après nous avoir dit qu'on peut saisir l'argent appartenant à la partie condamnée, ajoute : « *praeterea pecuniam quoque depositam nomine condemnati vel in arcam reclusam solent capere ut judicato satisfiat. Hoc amplius et si pupillaris pecunia in arcam reposita sit ad praediorum comparisonem, et citra permissum praetoris ab eo qui exsequitur judicatum solet capi et in causam judicati converti* (1). »

Par conséquent, les créanciers, avec l'assentiment de l'*horrearius*, et une fois que celui-ci aura été payé du prix de location, pourront faire vendre les biens de leur débiteur et se payer sur le prix obtenu.

(1) Dig., XLII, 1, 15, § 12.

§ 8. — De l'article septième de la « *lex horreorum* ».

. *M horreum S . . . reliquerit et custodi non adsignaverit, horrearius sine culpâ erit.*

M. Gatti restitue : « *si post impletum conductionis annum, horreum suasque res reliquerit, etc.* ».

« Si à la fin du bail, le locataire laisse ses choses sans les confier à un gardien, l'*horrearius* ne sera pas responsable de leur perte. »

Pour M. Gatti, les mots contenus dans ce dernier article ont une importance spéciale, non seulement à cause de la convention touchant la responsabilité et la garde des choses déposées dans les magasins, mais encore à cause de la distinction expresse faite entre l'*horrearius* et le *custos*. Nous avons assez insisté sur cette distinction dans notre paragraphe quatrième pour ne pas être obligés d'y revenir ici longuement.

Ces *custodes* étaient des esclaves qui étaient employés à surveiller des parties spéciales dans les *horrea*. Nous avons cité plus haut beaucoup de textes du Digeste qui les concernent ; d'après ces textes, les *custodes* supportaient, dans certains cas, la responsabilité pénale de la *custodia*.

MM. Mommsen et Girard donnent la restitution que voici : « *quisquis habens conductum horreum sua ibi reliquerit et custodi non adsignaverit, horrearius sine culpa erit.*

« Quiconque ayant loué un local y laissera ses choses

sans les confier à un gardien ne pourra pas rendre le directeur responsable de leur perte. »

De nos jours, dans le prix de location du coffre-fort payé par le locataire, est compris celui dû aux surveillants et employés de toutes sortes de l'établissement qui loue les coffres-forts.

Notre article 7, avec la restitution de MM. Mommsen et Girard que nous admettons, nous prouve, au contraire, qu'à Rome, l'*horrearius* était déchargé de toute responsabilité si le locataire n'avait pas versé une somme déterminée au *custos* qui surveillait la partie de l'*horreum* où se trouvait placé son coffre-fort.

CHAPITRE IV

COMPARAISON DE LA LOCATION DES COFFRES-FORTS DES ROMAINS ET DE CELLE DE NOS JOURS.

Nous avons dit dans notre Introduction que, bien longtemps avant les Etats-Unis, les Romains avaient organisé d'une manière tout à fait remarquable l'institution de la location des coffres-forts. Nous espérons que l'étude détaillée que nous venons de faire de la *lex horreorum* aura servi à prouver cette assertion. Mais pour faire encore mieux ressortir la vérité de notre opinion, nous allons, par un très petit nombre de clauses empruntées à des règlements français et étrangers, en matière de location de coffres-forts, montrer comment elles ne sont que le développement de celles que contenait la loi des magasins de l'empereur Nerva d'il y a dix-neuf siècles.

1° Chez nous, comme autrefois chez les Romains, on admet la tacite reconduction : « les loyers sont dus pour toute période commencée si la clef du coffre n'a pas été rendue au jour de l'échéance de la location », est-il dit dans le règlement de beaucoup d'établissements étrangers. Le règlement du Comptoir National d'Escompte de Paris nous dit également : « Dans le mois qui suivra

l'expiration du terme de la location, le Comptoir National d'Escompte de Paris pourra mettre en demeure le locataire d'avoir à restituer la clef ou à renouveler sa location pour une nouvelle période en versant le montant du terme en cours (1). » Aux Pays-Bas, la *Twentsche Bankvereeniging* stipule que « le contrat de location en vigueur est toujours censé être prolongé pour le même laps de temps que celui mentionné dans le contrat original, si, avant la fin de la durée du contrat, aucune des deux parties ne l'a dénoncé par écrit ». La « Banque d'Escompte » de Saint-Pétersbourg, quand le locataire garde le silence, prolonge la location de trois mois et double le prix de location que le locataire payait auparavant. A Rome, nous avons vu que dans le même cas, l'*horrearius* déclinait toute responsabilité : *horrearius sine culpa erit*.

2° Aujourd'hui, comme autrefois à Rome, la sous-location est interdite au locataire : « les locations ne peuvent être transférées à des tiers qu'en vertu d'une autorisation spéciale de la direction », nous dit l'article 8 du règlement de la « Société générale de Bruxelles ». Les règlements des établissements de location de coffres-forts de l'Allemagne, de la Russie, des Pays-Bas, de

(1) « La location pourra être renouvelée d'un commun accord à son expiration ; la clef devra être rendue dans les huit jours, faute de quoi, le Crédit Lyonnais aura le droit de faire procéder à l'ouverture de la caisse ou du compartiment huit jours après avis donné au domicile du locataire par lettre recommandée ou par signification d'huissier. »

l'Autriche prévoient aussi la sous-location et la défendent aux locataires.

3° Le bailleur moderne de coffres-forts, comme l'*horrearius* romain, a droit de gage tacite sur les objets renfermés dans le coffre-fort. Il est réputé en possession des choses contenues dans le compartiment loué. Il peut s'opposer à ce que le locataire retire ses objets avant d'avoir payé ses loyers en retard. Il peut enfin frapper d'une saisie-gagerie les objets renfermés dans le coffre.

Nous avons vu qu'à Rome, l'*horrearius*, quand un locataire était resté deux ans sans payer sa location, avait le droit de faire ouvrir le coffre loué et d'inventorier son contenu en présence du préfet des vigiles. Il en est de même aujourd'hui. C'est ainsi que le Comptoir National d'Escompte de Paris stipule cette clause dans son règlement : « Le Comptoir National d'Escompte de Paris, pour rentrer en possession du coffre ou du compartiment loué, aura le droit, après sommation par huissier, au locataire, d'avoir à se trouver en personne dans la salle des coffres-forts, aux jour et heure déterminés, de faire fracturer le coffre ou compartiment loué en présence d'un huissier qui dressera immédiatement procès-verbal descriptif du contenu et effectuera, dans les formes légales, le dépôt des valeurs inventoriées à la Caisse des dépôts et consignations au nom du titulaire du coffre-fort. »

A Lyon, les huissiers se refusent à prêter leur minis-

tère à l'ouverture d'un coffre-fort à l'effet de dresser un constat, si l'établissement de crédit n'est pas pourvu d'une autorisation spéciale du président du tribunal jugeant en référé, autorisation accordée, comme en matière d'expulsion du locataire d'une maison, et, suivant une jurisprudence constante dans notre ville, moyennant l'abandon du loyer dû. Ils estiment même insuffisante une autorisation qui serait donnée par ordonnance sur requête : un coffre fort loué étant la chose exclusivement privée du locataire. Ils ne sauraient, disent-ils, procéder à son égard sans autorisation régulière et en dehors des prescriptions de l'article 587 du Code de procédure civile, notamment sans l'assistance du commissaire de police (1).

4° Le bailleur moderne de coffres-forts, comme l'*horrearius* romain, ne répond pas des cas de force majeure : « le Crédit Lyonnais n'est pas responsable des accidents et cas de force majeure » ; même disposition dans le règlement de la « Banque privée ». Ces deux établissements, ainsi que beaucoup d'autres, ajoutent même : « le Crédit Lyonnais ne contracte aucune responsabilité quant à la nature, à la quantité ou à la valeur des papiers, titres ou objets renfermés dans les coffres-forts loués (2). »

(1) Un fait l'a prouvé il n'y a pas très longtemps : un des plus honorables huissiers de la ville de Lyon ayant assisté à l'ouverture d'un coffre-fort fut considéré comme ayant outrepassé ses droits et invité à être plus circonspect à l'avenir.

(2) *Idem* dans le règlement de la « Banque privée ». A l'étranger

5° Aujourd'hui enfin, comme du temps des Romains, le paiement de la location doit être fait d'avance ; tous nos règlements actuels prévoient cette clause à peu près dans les mêmes termes : « le prix de location est payable d'avance ; tout terme échu doit être préalablement acquitté pour que le locataire puisse avoir accès à son compartiment ou à son coffre-fort », nous dit celui du Comptoir d'Escompte (2).

A Rome, le locataire était libéré par un *chirographum*, par une quittance ; il en est de même de nos jours, seulement des formules imprimées, signées par le locataire, sont préparées dans ce but par les établissements de location de coffres-forts où on relate l'époque des échéances et des versements effectués par le locataire.

Cette très courte comparaison peut servir de conclusion à notre étude. Elle nous montre qu'en ce qui concerne la location des coffres-forts, les Romains étaient très bien organisés, que les règles générales de cette location sont les mêmes sensiblement au 1^{er} siècle et au xx^e siècle. Bien entendu, les prescriptions de détail que nous avons signalées en temps utile ne peuvent plus être identiques. Il est évident de plus que les objets renfermés dans nos coffres-forts ne sont pas les mêmes que

des établissements déclarent « apporter les plus grands soins à la garde et à la sécurité, comme à la fermeture de la salle des coffres et être responsables de tout dommage qui résulterait d'un défaut de cette vigilance ».

(2) *Idem* règlements du « Crédit Lyonnais », de la « Banque privée ».

ceux qu'y renfermaient les Romains : les étoffes précieuses, les *pondera auri, argenti* ont fait place aujourd'hui à des papiers d'affaires, à des titres au porteur, à des valeurs de toutes sortes. Il est évident encore que l'aménagement intérieur moderne des établissements qui louent des coffres-forts, a bien évolué et que les modes de fermeture de ces coffres, tous plus compliqués les uns que les autres, pour assurer pleine sécurité aux locataires, feraient l'étonnement des *conductores* romains.

Mais tout cela est peu intéressant pour nous : ce que nous voulions montrer ici, c'est que les Romains connaissent parfaitement le mécanisme et les règles principales de la location des coffres-forts, et nous osons espérer que notre faible étude en aura donné une idée. Nous ne nous dissimulons pas en effet que ce travail est certainement insuffisant pour illustrer, comme il aurait convenu, et pour mettre en relief l'importance du document épigraphique qu'est la *lex horreorum*.

Nous terminerons notre thèse par cette phrase que M. Gatti (1) écrivait à la fin de ses observations sur la *lex horreorum* et qui sera encore plus vraie pour nous que pour lui : « *Ma non dubito che migliori e più dotti ingegni vorranno supplire al difetto ; ed ai loro studi maturi è specialmente riservato di reintegrare con maggior successo l'insigne testo epigrafico.* »

(1) *Ouvr. cit.*, p. 129.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	vii
INTRODUCTION. — Généralités sur la location des coffres-forts et division du chapitre premier	1
CHAPITRE PREMIER. — Des lieux de dépôts d'objets précieux dans l'antiquité.	
SECTION I. — Dépôts dans les temples en Chaldée : En Egypte. — En Grèce. — A Rome. — En France au moyen-âge	3
SECTION II. — Dépôts chez les banquiers grecs et romains. .	19
SECTION III. — Des <i>Horrea</i> et des dépôts qui y étaient effectués. — Diverses catégories d' <i>horrea</i> , leur situa- tion, leur but. — Que déposait-on dans les <i>horrea Caesaris</i> ?	24
CHAPITRE II. — Du louage et de la « <i>locatio rei</i> ».	
Définition du louage, de la <i>locatio rei</i> . A l'origine les Ro- mains ne connaissaient pas le louage d'un fonds de terre, d'une maison. — Comment ils y sont amenés grâce aux transformations de la vie rurale et de la vie écono- mique. — Obligations des parties : 1° Obligations du bailleur. — 2° Obligations du preneur. — De la tacite reconduction	39
CHAPITRE III. — Etude détaillée de la « <i>Lex horreorum</i> ».	
Reproduction de la partie qui nous reste de cette loi . .	49
Reconstitution de la loi d'après M. Gatti	51
Reconstitution d'après MM. Mommsen et Girard	53
Restitution de M. Huvelin	55
Traduction des articles de la loi.	57
SECTION I. — Description extérieure et lieu de découverte . .	59

SECTION II. — Etude des différents articles de la loi.	
§ 1 ^{er} . — De l'annonce de location inscrite en tête de la <i>lex horreorum</i> : Restitution d'après MM. Mommsen et Girard; d'après M. Gatti. — Controverse sur le nom de l'empereur	63
§ 2. — De l'article premier de la loi. — Il est relatif à la tacite reconduction. — Tacite reconduction des biens ruraux. — Tacite reconduction des biens urbains. — Opinions de Dernburg, Vangerow, Windscheid, Esmein. Restitution de notre article par M. Gatti. — Restitution de M. Girard que nous adoptons.	69
§ 3. — De l'article deuxième. — Ce qui nous reste de l'article 2. — Il y est question de la défense de sous-louer. — Restitution de Gatti, en quoi elle diffère de celle que nous admettons	75
§ 4. — De l'article troisième. — Contrat spécial de garde s'ajoutant au contrat de location. — Responsabilité du <i>navla</i> dans le contrat de transport. — Responsabilité de l' <i>horrearius</i> de droit commun. — Nature du contrat de location des coffres-forts. — Responsabilité de l' <i>horrearius</i> dans notre <i>lex horreorum</i> . — Restitution de l'article troisième	77
§ 5. — De l'article quatrième. — Gage de l' <i>horrearius</i> sur les choses mises dans les magasins. — Critique de la restitution de M. Gatti. — Droits du créancier gagiste. — Droits de l' <i>horrearius</i>	99
§ 6. — De l'article cinquième. — Restitution ingénieuse qu'en donne M. Gatti, mais peu vraisemblable. — Opinion de M. Esmein. — Restitution de M. Huvelin que nous adoptons.	105
§ 7. — De l'article sixième. — Quittance délivrée par l' <i>horrearius</i> à son locataire. — Restitution de M. Gatti. — Droits de l' <i>horrearius</i> en cas de non-paiement de la <i>pensio</i> par le locataire. — Rôle du <i>praefectus vigilum</i> . — Droits des créanciers du locataire du coffre-fort.	109
§ 8. — De l'article septième. — Restitution de M. Gatti. — Rôle des <i>custodes</i> dans les <i>horrea Caesaris</i> . — Restitution de MM. Mommsen et Girard	115
CHAPITRE IV. — Comparaison de la location des coffres-forts des Romains et de celle d'aujourd'hui.	
1 ^o Tacite reconduction. — 2 ^o Interdiction de la sous-loca-	

tion. — 3^o Droit de gage tacite de l'*horrearius* sur les objets renfermés dans le coffre fort ; ouverture du coffre-fort par un huissier, conditions spéciales qu'exigent les huissiers de Lyon. — 4^o Cas de force majeure. — 5^o Paiement du prix de location à l'avance. — Conclusion. . . 117

Vu :

Lyon, le 23 octobre 1910,
Le Président de la thèse,
HUVELIN.

Vu :

Lyon, le 24 octobre 1910,
Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

Vu et permis d'imprimer,
Lyon, le 25 octobre 1910,
Le Recteur de l'Académie,
JOUBIN.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
